Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle et extraordinaire afin, au titre de la partie ordinaire de l'assemblée, de :

- vous rendre compte de la situation et de l'activité de la société Aevia (ci-après désignée la « Société ») durant l'exercice clos le 31 décembre 2014 et de vous soumettre l'approbation des comptes annuels dudit exercice, ainsi que l'affectation du résultat de celui-ci ;

- vous proposer de renouveler les mandats d'administrateur de Messieurs Tristan Leteurtre, Alexis Delb et des sociétés Seventure Partners et Innovation Capital ;

- vous proposer de ne pas renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Brieuc Jeunhomme,

- vous proposer de renouveler les mandats des co-commissaires aux comptes titulaire et suppléant de la société JNB et de Monsieur Yannick Soussan.

Les points relatifs à la partie extraordinaire de la présente assemblée font l'objet d'un rapport du conseil d'administration distinct.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été venus à votre disposition dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales et réglementaires.

Il vous sera ensuite donné lecture des rapports des commissaires aux comptes de la Société.
1. **SITUATION ET ACTIVITÉ DE LA SOCIETE ET DU GROUPE ET PERSPECTIVES D’AVENIR**

1.1 Situation et évolution de l’activité de la Société et du groupe au cours de l’exercice clos le 31 décembre 2014

Au cours de l’exercice clos le 31 décembre 2014, le chiffre d’affaires de la Société s’est élevé à 8.516.007 € contre 7.346.879 € au titre de l’exercice précédent, soit une augmentation de 16 %.

Le chiffre d’affaires de l’activité « Télécoms » représente 52% du chiffre d’affaires de l’année, celui de l’activité « Entreprises » en représente 48%.

La Société affiche donc une forte croissance de 29% sur le segment « Entreprises », confirmant le dynamisme de l’activité portée par une bonne capacité d’exécution. Pour autant, le segment Télécom génère sur la période une activité en deçà des attentes, avec une croissance de seulement 6% ; en raison principalement d’un décalage dans la transformation commerciale auprès des opérateurs télécom via les grands intégrateurs mondiaux. Sur l’année, l’activité « Télécoms » est restée centrée sur des projets de taille moyenne auprès de partenaires traditionnels (encodeurs, crypteurs, intégrateurs, etc…)

1.2 *Faits marquants de l’exercice*

1.2.1 *Activité*

Au cours de l’exercice clos le 31 décembre 2014, le chiffre d’affaires de la Société s’est élevé à 8.516.007 € contre 7.346.879 € au titre de l’exercice précédent, soit une augmentation de 16 %.

Le montant des charges d’exploitation s’est élevé à 13.627.080 € pour l’exercice 2014, contre 8.084.343 € pour l’exercice précédent, soit une augmentation de 69%.


Avec une croissance de 16% du chiffre d’affaires en 2014, la progression la plus notable est celle du chiffre d’affaires à l’international qui elle, est de 28% et représente 71% du chiffre d’affaires total de l’entreprise.

Durant l’année 2014, le plan de marche volontariste de développement et de recrutement à l’international a été mis en œuvre. Les effectifs à l’international au niveau du groupe (y compris les consultants), sont ainsi passés de 10 en 2013 à 22 en 2014 et se répartissent comme suit :

- 3 personnes en plus aux Amériques
- 3 personnes en plus en EMEA
- 6 personnes en plus sur l’Asie Pacifique

Soit plus 120% de croissance des effectifs à l’international incluant les consultants.

Anevia a signé en 2014 deux partenariats stratégiques : le premier avec HP ; le second avec Arris, l’un des premiers intégrateurs mondiaux, générant une première commande d’un montant situé en haut de la fourchette moyenne des projets.

Au final, dans un contexte de croissance faible de l’activité au second semestre, l’augmentation conformément au plan de marche, de plus de 50% des charges de personnel y compris celles des consultants, qui passent de 5.1 M€ en 2013 à 8.0 M€ en 2014 (77% des charges opérationnelles) a fortement pesé sur le résultat.

1.2.2 Introduction


Puis, par décision du 28 mai 2014, le conseil d’administration, agissant sur délégation de compétence conférée par ladite assemblée générale (14ème et 17ème résolutions) et conformément à sa décision de principe du 12 mai 2014 susvisé, a augmenté le capital social de la Société par voie d’offre au public de 28.073,90 € de valeur nominale par l’émission de 561.478 actions nouvelles de € 0,05 de valeur nominale chacune, assorties d’une prime d’émission unitaire de € 12,08, soit une prime d’émission globale de 6.782.654,24 €.

La réalisation définitive de cette augmentation de capital a été constatée par décision du conseil d’administration du 2 juin 2014. Par suite de cette opération, le conseil d’administration a également constaté que le capital social de la Société s’élevait désormais à 123.756,90, divisé en 2.475.138 actions de € 0,05 de valeur nominale chacune.


1.2.3 Division de la valeur nominale des actions de la Société

Après avoir constaté la réalisation de l’Introduction, le conseil d’administration du 28 mai 2014 a constaté la division de la valeur nominale des actions de la Société par 20, en la ramenant de € 1 à € 0,05 décidée par l’assemblée générale extraordinaire et ordinaire du 17 avril 2014.

1.2.4 Comité des nominations et des rémunérations et comité d’audit

Le conseil d’administration du 2 juin 2014 a mis en place :

- un comité des nominations et des rémunérations composé de Messieurs Valéry Huot, Laurent Lafarge et Alexis Delb pour la durée de leur mandat d’administrateur,

- un comité d’audit. En raison de la nomination de Monsieur Laurent Lafarge aux fonctions de directeur général, le conseil d’administration du 28 avril 2015 a décidé, en application de l’article L.823-20 4° du Code de commerce, qu’il remplirait temporairement et de façon intérimaire les missions assignées audit comité dans l’attente de sa recomposition par la nomination de nouveaux membres.
1.2.5  *Emission et attribution de BSA 6 et de BSPCE 2014*

L'assemblée générale du 17 avril 2014 a décidé l'émission d'un nombre maximum de 100.000 BSPCE 2014 et a délégué sa compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'un nombre maximum de 100.000 BSA 6. Il est précisé que ce nombre maximum de 100.000 bons est commun aux BSA 6 et aux BSPCE 2014, de sorte que toute attribution de BSA 6 viendra diminuer le nombre de BSPCE 2014 restant à attribuer, et inversement.

Le conseil d'administration du 14 octobre 2014, agissant sur délégation de compétence consentie par l'assemblée générale du 17 avril 2014, a décidé d'émettre et d'attribuer 44.400 BSA 6 au profit de salariés et mandataire sociaux de la Société et des sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, donnant chacun droit à la souscription d'une action ordinaire nouvelle de la Société moyennant un prix d'exercice de 12,13 € soit 0,05 € de valeur nominale et 12,08 € de prime unitaire, sous réserve d'ajustement dans les conditions légales et réglementaires. Il est précisé que le prix de souscription d'un BSA 6 a été fixé à 0,61 €.

Le conseil d'administration du 14 octobre 2014, agissant sur délégation de pouvoir consentie par l'assemblée générale du 17 avril 2014, a décidé d'attribuer 55.260 BSPCE 2014 au profit de salariés et de dirigeants soumis au régime fiscal des salariés de la Société, conformément aux termes de l'article 163 bis G du Code général des impôts, donnant chacun droit à la souscription d'une action ordinaire nouvelle de la Société moyennant un prix d'exercice de 12,13 € soit 0,05 € de valeur nominale et 12,08 € de prime unitaire, sous réserve d'ajustement dans les conditions légales et réglementaires.

1.2.6  *Exercice de BSA 2 et de BSPCE 2009*

En juin 2014, un titulaire de BSA 2 a exercé 368 bons donnant droit à la souscription de 7.360 actions ordinaires nouvelles de la Société moyennant un prix d'exercice de 24.288 € (dont 23.920 € de prime d'émission).

En octobre 2014, quatre titulaires de BSPCE 2009 ont exercé 440 bons donnant droit à la souscription de 8.800 actions ordinaires nouvelles de la Société moyennant un prix d'exercice de 64.240 € (dont 63.800 € de prime d'émission).

1.2.7  *Administration et contrôle de la Société*


1.2.8  *Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)*

Le CICE d'un montant de 22 541 € a été comptabilisé en impôt négatif en diminution de l'IS, comme les autres crédits d'impôt.
Ce crédit d’impôt a pour objet le financement de l’amélioration de la compétitivité, à travers notamment des efforts en matière de recherche, d’innovation, et de prospection de nouveaux marchés.

1.2.9 **Contrat de liquidité**

Dans le cadre de introduction en bourse, Anevia a conclu un contrat de liquidité d’un montant de 150 K€ avec la société Gilbert Dupont, dans lequel Anevia donne mandat à Gilbert Dupont d’intervenir pour son compte sur le Marché en vue de favoriser la liquidité de transactions et la régularité des cotations des Titres.

Au 31 décembre 2014, figuraient au compte de liquidité 7.248 actions Anevia d’une valeur brute de 81 K€ et un solde en espèces de 31 K€.

1.3 **Évolutions prévisibles et perspectives d’avenir**

L’enjeu pour Anevia est de capter la partie la plus grande possible de la croissance à venir des investissements en infrastructures. Grâce au renforcement de l’organisation et aux recrutements opérés depuis l’introduction en bourse, la Société concentre ses efforts d’innovation sur le marché de l’enregistrement vidéo dans le réseau (« Cloud DVR – Digital Video Recorder »), et une montée en puissance de sa stratégie de vente indirecte au travers d’intégrateurs partenaires de taille mondiale.

La Société a défini les Etats-Unis et l’Europe comme zones prioritaires pour son développement.

1.4 **Événements importants survenus depuis la clôture de l’exercice**

1.4.1 **Exercice de BSA 2 et de BSPCE 2009**


1.4.2 **Gouvernance**

Le conseil d’administration du 25 février 2015 a nommé Monsieur Laurent Lafarge en qualité de directeur général de la Société pour la durée de son mandat d’administrateur et a nommé Monsieur Tristan Leteurtre en qualité de président du conseil d’administration de la Société pour la durée de son mandat d’administrateur.

Le conseil d’administration du 3 avril 2015 a constaté la démission de Monsieur Tristan Leteurtre de son mandat de président du conseil d’administration, a décidé de réunir les fonctions de président du conseil d’administration et de directeur général, et a nommé Monsieur Laurent Lafarge en qualité de président du conseil d’administration pour la durée de son mandat d’administrateur. Ce dernier exerce ainsi le mandat de président directeur général.

1.4.3 **Mesures prises en 2015 pour alléger la structure**

La Société a engagé en 2015 des mesures d’optimisation de la structure de charges afin de retrouver un équilibre opérationnel à horizon 2016.
2. **GOUVERNANCE ET VIE SOCIALE**

2.1 **Conseil d’administration**

A la date du présent rapport, la composition du conseil d’administration de la Société est la suivante :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Mandataires sociaux</th>
<th>Fonctions</th>
<th>Nomination</th>
<th>Expiration</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>M. Tristan Leteurtre</td>
<td>Administrateur</td>
<td>AGM 31/03/2009</td>
<td>A l’issue de AGOA à tenir en 2015 et statuant sur les comptes de l’exercice clos le 31/12/2014</td>
</tr>
<tr>
<td>M. Laurent Lafarge</td>
<td>Administrateur</td>
<td>AGM 29/06/2010</td>
<td>A l’issue de AGOA à tenir en 2016 et statuant sur les comptes de l’exercice clos le 31/12/2015</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Président du conseil d’administration</td>
<td>CA 03/04/2015</td>
<td>A l’issue de AGOA à tenir en 2016 et statuant sur les comptes de l’exercice clos le 31/12/2015</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Directeur général</td>
<td>CA 25/02/2015</td>
<td>A l’issue de AGOA à tenir en 2016 et statuant sur les comptes de l’exercice clos le 31/12/2015</td>
</tr>
<tr>
<td>M. Brieuc Jeunhomme</td>
<td>Administrateur</td>
<td>AGM 31/03/2009</td>
<td>A l’issue de AGOA à tenir en 2015 et statuant sur les comptes de l’exercice clos le 31/12/2014</td>
</tr>
<tr>
<td>Innovation Capital, représentée par M. Valéry Huot</td>
<td>Administrateur</td>
<td>AGM 31/03/2009</td>
<td>A l’issue de AGOA à tenir en 2015 et statuant sur les comptes de l’exercice clos le 31/12/2014</td>
</tr>
<tr>
<td>Seventure Partners, représentée par M. Bruno Rivet</td>
<td>Administrateur</td>
<td>AGM 31/03/2009</td>
<td>A l’issue de AGOA à tenir en 2015 et statuant sur les comptes de l’exercice clos le 31/12/2014</td>
</tr>
<tr>
<td>M. Alexis Delb</td>
<td>Administrateur</td>
<td>AGM 17/04/2014</td>
<td>A l’issue de AGOA à tenir en 2015 et statuant sur les comptes de l’exercice clos le 31/12/2014</td>
</tr>
</tbody>
</table>

2.2 **Informations relatives aux mandataires sociaux**

2.2.1 **Liste des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux**


2.2.2 **Rémunération et avantages en nature versés aux mandataires sociaux de la Société pour l’exercice 2014**

2.2.2.1 **Rémunération des mandataires sociaux**

Au titre de l’exercice clos le 31 décembre 2014, il a été attribué, à Monsieur Tristan Leteurtre, au titre de son mandat social de directeur général au cours de l’exercice 2014 :

- 91.486,19 € bruts annuels au titre de sa rémunération fixe,
- 39.974,18 € bruts au titre de sa rémunération variable,
une cotisation à l’assurance chômage pour un montant de 9.868,83 €, à titre d’avantage en nature.

Aucune rémunération n’a été versée à Monsieur Laurent Lafarge au titre de son mandat de président du conseil d’administration au cours de l’exercice 2014.

2.2.2.2 Jetons de présence

Au cours de l’exercice clos le 31 décembre 2014, aucun jeton de présence n’a été versé aux administrateurs de la Société.

2.2.2.3 Opérations sur titre réalisées par les dirigeants et personnes liées

Messieurs Tristan Leteurtre et Laurent Lafarge ont respectivement acquis 65 titres et 66 titres lors de l’introduction en Bourse de la Société.

A la date de clôture de l’exercice, les dirigeants et administrateurs détiennent dans le capital de la Société, les participations suivantes :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Actionnaires</th>
<th>Nombre d’actions détenues</th>
<th>Quote-part du capital</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Monsieur Laurent Lafarge</td>
<td>67</td>
<td>0,0 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Monsieur Tristan Leteurtre</td>
<td>190 000</td>
<td>7,6 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Monsieur Brieuc Jeunhomme</td>
<td>190 000</td>
<td>7,6 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Monsieur Alexis Delb</td>
<td>1</td>
<td>NS</td>
</tr>
<tr>
<td>Seventure Partners</td>
<td>425 044</td>
<td>17,1 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Innovation Capital</td>
<td>697 126</td>
<td>28 %</td>
</tr>
</tbody>
</table>

2.2.2.4 Comité des nominations et des rémunérations

Le conseil d’administration du 2 juin 2014 a mis en place un comité des nominations et des rémunérations composé de Messieurs Valéry Huot, Laurent Lafarge et Alexis Delb pour la durée de leur mandat d’administrateur.

2.2.2.5 Comité d’audit

Le conseil d’administration du 2 juin 2014 a mis en place un comité d’audit. En raison de la nomination de Monsieur Laurent Lafarge aux fonctions de directeur général, le conseil d’administration du 28 avril 2015 a décidé, en application de l’article L.823-20 4° du Code de commerce, qu’il remplirait temporairement et de façon intérimaire les missions assignées audit Comité dans l’attente de sa recomposition par la nomination de nouveaux membres.

3. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

La Société a opté depuis sa création pour la comptabilisation en charges des frais de recherche et développement.

Pour l’exercice 2014, le montant des frais s’élève à 1 726 K euros.
4. **IMPACT DES ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ SUR L’ENVIRONNEMENT – ACTIVITÉS POLLUANTES ET À RISQUES**

Compte tenu de la nature de son activité, la Société n’est pas susceptible d’entraîner un risque environnemental majeur.

5. **RISQUES ET INCERTITUDES**

5.1 **Risques liés à l’activité de la Société**

5.1.1 **Risques liés aux formats des flux vidéo**

Dans le cadre de son activité de fournisseur de solutions logicielles permettant d’adapter les flux vidéos aux terminaux de destination, la Société doit être en mesure de :

- traiter tout nouveau format de contenu vidéo ;
- prendre en charge les historiques de ces formats ; et
- s’adapter à toutes les méthodes d’encryption.

Si les équipes R&D de la Société sont parvenues jusqu’à présent à anticiper et traiter ces évolutions, la Société ne peut garantir qu’elle parviendra à rendre ses solutions logicielles compatibles aux évolutions à venir. Si de telles adaptations généraient à l’avenir un coût trop important ou ne pouvaient être réalisées, cela pourrait avoir un impact significatif défavorable sur l’activité de la Société, son résultat opérationnel, sa situation financière et ses perspectives.

Plus généralement, le développement par un concurrent d’une nouvelle technologie, intégrant par exemple un format universel ou introduisant un nouveau standard de référence, pourrait rendre inopérants les logiciels et équipements développés par la Société.

Si l’un de ses risques venait à se réaliser, cela pourrait avoir un impact significatif défavorable sur l’activité de la Société, son résultat opérationnel, sa situation financière et ses perspectives.

5.1.2 **Risques liés à l’interopérabilité**

Dans tous ses contrats clients, la Société est soumise à des exigences strictes en matière d’interopérabilité des équipements. L’interopérabilité se définit comme la capacité que possède un produit ou un système, dont les interfaces sont intégralement connues, à fonctionner avec d’autres produits ou systèmes existants ou futurs, sans restriction d’accès ou de mise en œuvre.

Bien que la Société ait par le passé conclu un nombre important d’accords portant sur l’interopérabilité et qu’elle ait noué des relations techniques avec plusieurs partenaires clés, il existe un risque que la Société ne parvienne plus à rendre ses équipements compatibles avec les équipements de ses clients ou d’autres partenaires technologiques (encodeurs, encryption/DRM, Middleware, etc...).

Si la Société ne parvenait pas à remplir ses exigences d’interopérabilité, cela pourrait nuire de manière significative à ses relations contractuelles avec ses clients et ainsi avoir un impact défavorable significatif sur ses perspectives de marché et son activité.
5.1.3 Risques liés à la fiabilité et à la sécurité des logiciels

Risques liés aux erreurs et défauts des logiciels :
Les solutions logicielles offertes (ou en développement) intègrent des éléments complexes d'ingénierie qui pourraient receler des erreurs ou des défauts. De telles erreurs pourraient n'être détectées qu'après leur exploitation, lors de leur première installation ou à l'occasion de la sortie de nouvelles versions et mises à jour.

Dans la mesure où les logiciels de la Société sont souvent utilisés dans des environnements opérationnels impliquant plusieurs millions de transactions individuelles, toute perte causée par une erreur ou un défaut, notamment de performance, pourrait conduire à prendre des mesures correctives entraînant des surcoûts importants et à augmenter le coût de maintenance des logiciels considérés.

Si l'un de ces risques venait à se réaliser, ces défauts pourraient entacher la réputation de la Société et éventuellement entraîner la perte de clients et/ou d'opportunités commerciales ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière ou le chiffre d'affaires de la Société.

Par ailleurs, certains clients pourraient intenter une réclamation en dédommagement du préjudice subi du fait de leur utilisation et des dommages causés sur le développement de leur activité. Une telle action en responsabilité contre la Société, même si elle n'aboutissait pas, pourrait s'avérer longue, coûteuse en frais de défense et avoir des effets négatifs sur l'image et la situation financière de la Société.

Risques liés à la sécurité des logiciels et systèmes d'information :
La Société évolue sur un marché marqué par une grande rapidité des évolutions technologiques, qui l'expose de manière continue aux risques de piratage informatique ou industriel, de même qu'à des attaques de virus informatiques ou des « bugs » informatiques pouvant perturber le bon fonctionnement de ses systèmes et logiciels et de ceux installés chez ses clients, ce qui pourrait lui causer des dommages importants.

Si l'un des événements décrits ci-dessus venait à se produire, les dommages, pertes ou retards qui en résulteraient pourraient avoir un impact significatif défavorable sur l'activité de la Société, son résultat opérationnel, sa situation financière et ses perspectives.

5.1.4 Risques liés aux perspectives d'évolution des modèles de rémunération

Une part important du chiffre d'affaires de la Société est effectuée dans le cadre de la vente de licences dont le prix est fonction de la capacité de diffusion choisie auprès d'un nombre d'utilisateurs maximum simultanés, des formats, du débit des flux sélectionnés ainsi que du type de service (Live TV, vidéo à la demande, etc...). Des paiements complémentaires sont dus en cas de modification de l'une de ces variables.

Toutefois, la Société pourrait dans le futur faire évoluer ses modalités de rémunération, notamment vers des offres « Software as a Service » dites « SaaS » pour ses clients. Une offre SaaS consisterait à offrir un accès aux solutions Anevia sous forme d'abonnement annuel, afin d'améliorer la récurrence du chiffre d'affaires.

Par ailleurs, le modèle de rémunération pourrait aussi évoluer vers une rémunération basée sur une redevance mensuelle fonction uniquement du nombre d'utilisateurs (de type pay as you go) afin d'améliorer la productivité, la récurrence et la croissance du chiffre d'affaires.
Dans l’hypothèse où une évolution des modèles de rémunération serait mise en œuvre, certains des clients de la Société pourraient ne pas vouloir les adopter, ce qui pourrait avoir un impact défavorable significatif sur son activité, ses résultats, sa situation financière ou son chiffre d’affaires.

5.2 Risques liés au marché

5.2.1 Risques liés à la croissance du marché

**Le segment « Entreprises »**

La Société réalise au 31 décembre 2014, 48% de son chiffre d’affaires sur le segment de clients dit « Entreprises » c’est-à-dire auprès d’entreprises, de sièges sociaux, d’hôtels, d’hôpitaux, de maisons de retraite mais aussi de résidences de tourisme ou de campus étudiants.

Or, ce segment de clientèle est fortement concurrencé par les nouveaux objets de consommation de flux vidéo (tablettes, smartphone,...). Si ces risques venaien à se réaliser, cela pourrait avoir un impact défavorable sur l’activité de la Société, son chiffre d’affaires, ses résultats, sa situation financière et son développement.

**Le segment « Télécoms/Médias »**

Par ailleurs, sur le segment « Télécoms/Médias », sur lequel la Société réalise 52% de son chiffre d’affaires au 31 décembre 2014, l’activité de la Société est intimement liée à ces nouveaux modes de consommation de contenu multimédias.

La Société est en effet dépendante de la consommation audiovisuelle des consommateurs finaux. Si cette consommation venait à stagner ou à décroître, cela pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement et ses perspectives.

5.2.2 Risques liés à la pénétration du marché

**Risques de dépendance à l’égard des clients**

La contribution du plus important client de la Société s’est élevée à 9% des montants facturés (incluant les ventes directes et indirectes) au 31 décembre 2014.

En outre, le montant cumulé facturé aux dix premiers clients de la Société s’est élevé à 45% des montants facturés au 31 décembre 2014, ce qui représente à peu près le même pourcentage qu’en 2013 (44%). Parmi ces 10 premiers clients se trouvent 3 nouveaux clients pour lesquels la Société n’avait pas émis de facture en 2013.

A la date du rapport, même si les clients les plus importants de la Société varient d’une année sur l’autre, la Société estime être, compte tenu de sa taille, dépendante d’un petit nombre de clients significatifs.

La stratégie de développement de la Société consistant à accélérer ses ventes indirectes devrait lui permettre d’élargir et de diversifier sa base de clientèle. Si cette diversification ne se concrétisait pas, cela pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement et ses perspectives.

**Risques liés à la conquête de nouveaux clients**

La Société travaille à ce jour avec de nombreux clients de toute taille. Sa stratégie de développement consiste notamment à conquérir de nouveaux clients auprès de la clientèle Télécoms/Médias, en particulier parmi la clientèle des opérateurs telecom Tier1 et Tier2 mais aussi des intégrateurs, en France, en Europe, aux Etats-Unis.
Si la Société ne parvenait pas à développer de relations commerciales avec les clients « Grands comptes », notamment en matière d’opérateurs telecom et d’intégrateurs, cela aurait un effet défavorable significatif sur l’activité de la Société, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives.

**Risques liés à l’accès aux clients**
Dans le cadre de ces offres « Entreprises », la Société commercialise ses solutions via des intégrateurs globaux (Locatel par exemple), qui sont les cocontractants directs des groupes hôteliers ou hospitaliers. Or, le nombre de ces intégrateurs dans le monde est relativement limité. L’essentiel des ventes de la société sur le marché « Entreprises » a été réalisé en 2014 via des intégrateurs.

La fin d’une relation commerciale avec l’un de ces intégrateurs priverait donc la Société de son accès à de nombreux clients, ainsi que d’une part significative de son chiffre d’affaires.

Sur le plan technologique, dans les activités « Télécoms/Médias » et « Entreprises », la Société a noué des alliances avec de grands éditeurs et fournisseurs d’tools de développement, de briques technologiques et de partenaires techniques.

Si la Société ne parvenait pas à maintenir ces alliances, cela pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l’activité de la Société, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives.

**5.2.3 Risques liés à l’environnement concurrentiel**

Le marché auquel les logiciels et services de la Société sont destinés se caractérise par une vive concurrence et une rapide évolution technologique et de l’offre. La Société est en concurrence avec un large éventail de sociétés de toute taille, offrant divers systèmes d’optimisation de CDN ou de Cloud DVR, ou bien encore d’ORIGIN/PACKAGER. Certains concurrents jouissent d’une plus longue présence sur le marché que celle de la Société, et leurs moyens financiers et techniques ainsi que leurs ressources en matière de développement et de commercialisation de leurs logiciels sont parfois supérieurs à ceux de la Société.

La Société estime bénéficier de solides barrières à l’entrée :

- Une technologie nécessitant 150 années hommes de développement informatique.

- Une forte intégration à l’écosystème de la diffusion de vidéos. Sur ses 10 années d’existence, Anevia a capitalisé une expertise unique sur les spécifications du marché (formats vidéo, résolution, encryptage, spécifications des terminaux, évolutions et mises à jour...) et a tissé des relations étroites avec l’ensemble des acteurs de l’écosystème. Ainsi, 16 modèles d’encodage et 11 modèles de DRM (encryptage) ont été intégrés en collaboration avec des partenaires encodeurs et crypteurs. Par ailleurs, Anevia a conclu des accords avec plusieurs constructeurs TV, dont LG pour le support natif de la technologie d’encryption pro:idium.

- La technologie ViaMotion Packager, qui est en production depuis 3 ans chez plusieurs clients, présentant de nombreux avantages concurrentiels.

Si la Société considère qu’elle dispose d’atouts déterminants pour assurer le succès de sa stratégie, son environnement concurrentiel pourrait la conduire à ne pas atteindre ses objectifs, auquel cas son activité et ses résultats d’exploitation pourraient en être négativement affectés.
Par ailleurs, des opérations de consolidation pourraient favoriser l'émergence de concurrents à l'assise financière plus importante que celle de la Société. En outre, la part de marché et les résultats financiers de la Société pourraient être réduits du fait d'un environnement compétitif accru sur son marché. Ainsi, l'arrivée d'un ou plusieurs concurrents pourrait affecter la part de marché de la Société sur l'ensemble des prestations offertes.

Ceci pourrait avoir différents effets défavorables tels qu'une pression sur les prix ou une augmentation des efforts commerciaux, et en conséquence avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière ou le chiffre d'affaires de la Société.

5.2.4 Risques fournisseurs

Risques liés à l’approvisionnement de hardware pour le segment «Entreprises»

La Société s’approvisionne en équipements hardware (serveurs équipés de cartes électroniques standards, clés USB, CD-Rom, etc), auprès de divers fournisseurs (intervenant généralement en qualité de revendeurs de produits assemblés) et prestataires, dans le cadre des offres qu’elle destine au segment «Entreprises».

Si la Société dépend de la qualité des produits et services rendus par un nombre limité de fournisseurs, elle estime que son risque de dépendance vis-à-vis d’eux est faible car les matériels achetés sont des produits standards, commandés en petites quantités et pour lesquels la Société a d’ores et déjà identifié d’autres alternatives d’approvisionnement.

Toutefois, si l’un de ces fournisseurs mettait fin à ses relations d’affaires avec la Société dans un délai court ou, venait à modifier ses quantités ou ses conditions de livraison, cela pourrait affecter la capacité de la Société à livrer ses produits à ses clients dans les délais et en quantité suffisante, impactant ses ventes et, plus généralement, nuire à ses relations commerciales. Ces éléments pourraient avoir un impact sur son activité, sa situation financière et ses perspectives.

Risques liés aux évolutions hardware

La Société doit faire face à une pression concurrentielle permanente et est amenée à faire évoluer ses équipements hardware pour disposer, à court et moyen terme, d’une offre compétitive et plus facile à déployer et maintenir à l’échelle mondiale. Ainsi, la Société dépend de la capacité de ses fournisseurs à faire évoluer ses équipements vers des cartes, châssis et autres composants plus compétitifs avec notamment le recours à des châssis standards du marché. Si les fournisseurs étaient dans l’incapacité à proposer des nouveaux équipements plus économiques et standards, le manque de compétitivité et les coûts financiers qui en résulteraient pourraient avoir un impact important sur l’activité de la Société, son résultat opérationnel, sa situation financière et ses perspectives.

Risques liés aux stocks

La Société a conclu différents contrats avec des fournisseurs qui lui permettent de s’approvisionner en produits composants le hardware qu’elle revend. Ces contrats définissent les modalités d’achat des produits et équipements qui sont nécessaires à l’activité de la Société.

Dans certains de ces contrats, la Société s’engage à commander à son fournisseur une quantité minimum de produits. Si le chiffre d’affaires du segment «Entreprises» venait à diminuer fortement, la Société se verrait contrainte d’acquérir du matériiel et de constituer des stocks de hardware dont elle devrait organiser la revente.

Si un tel événement venait à se produire, les coûts financiers qui en résulteraient pourraient avoir un impact important sur l’activité de la Société, son résultat opérationnel, sa situation financière et ses perspectives.
Risques liés aux taux de change
La plupart de ses fournisseurs d’approvisionnant en dollars américains, la plupart des contrats fournisseurs incluent donc une clause de variation de prix en fonction de la variation de la parité euro/dollars.
En cas de forte hausse du dollar, les coûts financiers qui en résulteraient pourraient avoir un impact important sur l'activité de la Société, son résultat opérationnel, sa situation financière et ses perspectives.

5.3   Risques liés à la Société

5.3.1   Risques liés à la sécurité des systèmes d'informations de la Société

En raison de son activité, la Société est exposée de manière continue aux risques de piratage informatique ou industriel, de même qu'à des attaques de virus informatiques ou des « bugs » informatiques pouvant perturber son bon fonctionnement.

De tels événements peuvent également entraîner un retard dans la réalisation de projets ou la remise d'offres commerciales le temps de rapatrier les données sauvegardées et de remettre les systèmes dans leur état initial de fonctionnement et pourraient avoir un impact négatif sur l’activité, la situation financière, les résultats, le développement et les perspectives d’Aenvia.

Malgré les précautions prises, il n’est pas possible de garantir le fonctionnement ininterrompu ou la sécurité totale de ces systèmes. Aucune assurance ne peut être donnée que la Société ne sera pas victime de virus informatiques, de « bugs » informatiques, de piratage ou, plus généralement, qu’elle ne subira aucune défaillance de ses systèmes d'information et de sauvegarde. Si la Société s’est dotée de dispositifs de sécurité, notamment de protections anti-intrusion, d'une redondance des stockages de données et d'un accès limité aux informations critiques et sensibles, il ne peut être certain que le recours à ces mesures sera suffisant pour la protéger efficacement.

Si l’un des événements décrits ci-dessus venait à se produire, les dommages, pertes ou retards qui en résulteraient pourraient avoir un impact significatif défavorable sur l’activité de la Société, son résultat opérationnel, sa situation financière et ses perspectives.

5.3.2   Risques liés à l’implémentation d’un nouvel ERP

La Société a décidé de se doter d’un nouvel ERP : SAPbyDesign afin de pouvoir développer sa capacité à suivre son activité et à pouvoir générer un reporting mensuel. Toute implémentation d’un nouvel ERP comporte des risques de retard d’implémentation et risque d’entraîner des perturbations dans l’organisation de la société jusqu’à la fin de l’implémentation.

Tout retard significatif dans la mise en place de ce nouvel ERP pourrait avoir un impact significatif défavorable sur l’activité de la Société, son résultat opérationnel, sa situation financière et ses perspectives.

5.4   Risques juridiques

La Société n’est pas exposée à des risques juridiques spécifiques en dehors de ceux afférents à la propriété intellectuelle et à sa responsabilité civile de manière générale.
5.4.1 Risques liés aux droits de propriété intellectuelle

Risques liés à la création de logiciels originaux
En matière de propriété intellectuelle, les biens immatériels de la Société sont composés essentiellement de logiciels et les documentations afférentes, protégés au titre du droit d'auteur. S'agissant des logiciels créés par les salariés, la Société bénéficie des dispositions de l'article L.113-9 du Code de la propriété intellectuelle.

Comme tous les acteurs de l'industrie du logiciel, la Société est exposée aux problématiques de contrefaçon de ses œuvres. Pour limiter ce risque, la Société a mis en place des solutions techniques différentes: mesures de protections techniques (anti-copie) sur certains supports physiques de ses logiciels, notamment pour les produits édités, système d'activation par clé unique, ou combinaison de ces méthodes entre elles ou avec d'autres méthodes de protection des œuvres.

De même, la rapidité des évolutions technologiques permet de limiter le risque de contrefaçon: le temps nécessaire à la réplication logiciel (contenant les lignes de codes) et du matériel (sans lequel le logiciel ne peut être utilisé) prendrait un temps tel que le produit contrefaisant serait déjà quasiment obsolète.

Enfin, dans certains contrats il est précisé que sur demande des clients, les logiciels de la Société pourront faire l'objet d'un dépôt auprès d'un tiers sequestre, tel que l'Agence pour la Protection des Programmes ou toute autre agence similaire, afin de sécuriser les créations (preuve de la date de la création, étendue de la création, titularité des droits).

La Société a ainsi mis en place différent moyens pour protéger ses logiciels originaux. Toutefois, la Société ne peut garantir que les dispositions mises en place en vue de protéger ses droits de propriété intellectuelle empêcheront le détournement ou l'utilisation illicite de son savoir-faire par des tiers, ou que ses concurrents ne développeront des technologies similaires aux siennes.

La survenance de l'un de ces événements pourrait avoir un impact défavorable significatif sur l'activité, le chiffre d'affaires, les résultats, la situation financière ou le développement de la Société.

Enfin, la Société s'est vue concéder par plusieurs partenaires le droit d'exploiter différentes lignes de code dans le cadre de licence non exclusives, dont le renouvellement ne peut être garanti. Certains modules contribuant à la différenciation des produits offerts par la Société intègrent ces « briques technologiques ».

Dans l'hypothèse où ces contrats prendraient fin et où la Société viendrait à perdre le droit d'exploiter ces logiciels, à ne pas être en mesure d'acquérir leur propriété ou à se voir attribuer une licence d'exploitation plus onéreuse, cela pourrait avoir un impact défavorable significatif sur l'activité, les résultats et les perspectives de la Société.

Risques liés à l'utilisation des logiciels sous licence « Open Source » (ou logiciels libres)

La Société peut être amenée à utiliser des logiciels provenant de tiers, en particulier, des logiciels sous licence « Open Source ». L'équipe de développeurs de la Société peut utiliser ces logiciels pour réduire le temps et le coût de développement.

En principe, l'utilisateur de logiciels libres doit se conformer aux conditions d'utilisation prévues dans le contrat de licence. En particulier, certains logiciels libres, dont les auteurs ont souhaité qu'ils demeurent libres de droit, peuvent (i) être utilisés, modifiés, redistribués librement et également (ii) être « contaminants ». Dès lors, la diffusion/distribution du logiciel final incorporant le logiciel libre,
doit elle-même être libre de droit, afin de protéger les travaux effectués par l'ensemble des développeurs / programmeurs contre toute appropriation privative.

Or, le logiciel final développé par la Société est composé de briques propriétaires et de briques « Open Source » dont l'assemblage permet le développement d'un logiciel final non contaminé et donc non exploitable par des tiers, en l'absence de licence consentie par la Société.

En dépit des mesures internes de contrôle, la Société ne peut garantir qu'à l'avenir aucun de ces logiciels ne sera contaminé par des logiciels libres. Si un tel risque venait à se réaliser, cela pourrait avoir un effet négatif sur l'activité de la Société.

Risques liés aux clauses contractuelles inclues dans les contrats avec les Partenaires

La Société peut être amenée dans le cadre de conclusions de contrat cadres avec ses partenaires ou de contrats concernant les projets clients à accepter des pénalités associées aux engagements pris. La Société essaie autant que faire se peut de limiter ces engagements, mais certains clients ou partenaires imposent de plus en plus d'engagements se traduisant pas des clauses de pénalités.

S'il s'avérait que la responsabilité de la Société pouvait être engagée sur certains contrats comportant des clauses de pénalité, ces dernières pourraient avoir un impact défavorable significatif sur les résultats et les perspectives de la Société.

5.5 Risques financiers

5.5.1 Risques spécifiques liés aux pertes prévisionnelles

Après avoir enregistré des pertes nettes de 2008 à 2012 et atteint l'équilibre en 2013, la Société est conduite à constater de nouvelles pertes en 2014 compte tenu des dépenses notamment liées au renforcement des équipes prévu par la Société, conformément à son plan de développement.

Malgré un plan de réduction des coûts entamé par la Société, cette dernière pourrait connaître de nouvelles pertes au cours des prochaines années, au fur et à mesure que ses activités de recherche et développement et commercialisation se poursuivront, en particulier du fait :

- de ses activités de recherches et développement et, peut-être, de l'acquisition de nouvelles technologies, produits ou licences ; et
- du recrutement de nouvelles compétences, notamment dans le domaine commercial.

L'augmentation de ces dépenses pourrait avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement et ses perspectives.

5.5.2 Risques liés au crédit impôt recherche

Pour financer ses activités, la Société a également opté pour le Crédit d'Impôt Recherche (« CIR »). Le CIR est une aide fiscale destinée à encourager les efforts des entreprises en matière de Recherche et Développement (R&D). Il prend la forme d'une réduction d'impôt calculée en fonction des dépenses de R&D engagées par l'entreprise.

Ouvent droit au CIR les dépenses affectées à la réalisation d'opérations de recherche scientifique et technique, qu'il s'agisse de recherche fondamentale, de recherche appliquée ou d'opérations de...
développement expérimental. Ces dépenses sont limitativement énumérées par la loi. Elles incluent, notamment, les salaires et traitements, les amortissements du matériel de recherche, la veille technologique et les frais de propriété intellectuelle.


Le remboursement effectif des créances de CIR ne garantit pas leur non remise en cause par l’administration qui peut toujours contrôler les montants déclarés sur les 4 dernières années.

5.5.3 Risque de liquidité

Depuis sa création, la Société a financé sa croissance par des augmentations de capital, l’obtention de subventions et aides publiques à l’innovation et le remboursement de créances de Crédit Impôt Recherche. Pour la première fois en 2014, la Société a fait appel à un emprunt FEI d’un montant de 500 000 €.

Par conséquent, la Société est désormais exposée à un risque de liquidité résultant de la mise en œuvre éventuelle de clauses de remboursement anticipé de cet emprunt.

5.5.4 Risques de marché (taux d’intérêt, change)

Change :
La Société réalise une partie de son chiffre d’affaires en dehors de la zone euro, les facturations en devise s’effectuant en dollar.

Pour l’exercice 2014, la Société a comptabilisé une provision pour perte de change relative principalement à des dettes fournisseurs en dollar américain pour un montant de 539€ (en comparaison, ce montant s’élevait en 2013 à 3 K€).

En 2014, la variation du dollar à la hausse a été bénéficiaire à la Société en ce qui concerne ses créances clients.
En contrepartie, la hausse du dollar a été défavorable pour toutes les charges de la filiale Anevia Inc aux États-Unis.
Enfin, malgré le fait que la majorité des contrats d’achat des composants vendus à ses clients soient établis en Euro, la plupart de ces contrats contiennent des clauses d’indexation sur le dollar.

Le chiffre d’affaire réalisé en USD tend donc à compenser les dépenses effectuées en USD, atténuant ainsi les risques liés aux variations du dollar dans un sens ou dans l’autre.

Taux d’intérêts :
Le seul emprunt avec intérêt figurant au bilan au 31/12/2014 est un prêt à l’innovation par BPI France de 500 K€. Ce prêt a été accordé en mars 2014 pour 27 trimestres. Il est assorti d’un différé d’amortissement de 7 trimestres et sera remboursable trimestriellement entre le 31/03/2016 et le 31/12/2020. Ce prêt est assorti d’un taux d’intérêt fixe annuel de 5,59% jusqu’au 23/03/2014. Au-delà de cette date, le taux applicable à chaque somme décaissée sera de 5,59% majoré ou minoré de la variation du TME (taux moyen mensuel de rendement des emprunts d’état à long terme) entre le mois
de janvier 2014, soit 2,41%, et le mois précédent le décaissement. Ainsi, une augmentation de 1% du TME pourrait engendrer un coût annuel supplémentaire de 3,8 K€ en 2014.

La Société dispose d’un contrat d’affecturation conclu avec Cofacredit. A ce titre, elle dispose d’une réserve de financement s’élevant au 31 décembre 2014 à 762 K€, figurant dans sa trésorerie disponible. Le taux d’intérêt s’appliquant en cas d’utilisation de cette réserve de financement est égal à la moyenne mensuelle de l’Euribor 3 mois majorée de 1,3%.

La Société n’a pas fait usage de cette réserve de financement au cours des exercices précédents. Compte tenu du plan de développement attendu, la Société pourrait être amenée à utiliser ce financement. Ainsi, en cas d’une utilisation éventuelle de 100% de la réserve de trésorerie disponible au 31 décembre 2014, soit 762 K€, une augmentation de 1% de l’Euribor 3 mois pourrait engendrer un coût annuel supplémentaire de 7,6 K€.

5.5.5 **Risque relatif à la gestion de la trésorerie**

La Société exerce une gestion prudente de sa trésorerie disponible. La trésorerie et équivalents comprennent les disponibilités et les instruments financiers courants détenus par la Société.

Au 31 décembre 2014, la trésorerie et équivalent de trésorerie détenus par la Société s’élevaient au total à 2.590 K€.

5.5.6 **Risques liés aux impayés ou à la solvabilité des clients de la Société**

La Société a initié une dynamique de déploiement à l’international, accentuée au cours du second semestre 2014 sur des marchés de grand export, en particulier sur des pays émergents d’Asie, d’Amérique du Sud et d’Afrique.

La Direction de la Société a identifié des créances clients qui présentent un risque accru de non recouvrement. En conséquence, il a été décidé d’enregistrer des provisions sur ces créances au titre de l’exercice clos le 31 décembre 2014 pour un montant total de 804 K€.

La provision pour clients douteux est ainsi passée de 99 K€ au 31/12/2013 à 804 K€ au 31/12/2014.

6. **ELEMENTS FINANCIERS**

6.1 **Présentation du compte de résultat**

Les chiffres significatifs du compte de résultat sont les suivants :

<table>
<thead>
<tr>
<th>COMPTE DE RESULTAT</th>
<th>2013</th>
<th>2014</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Chiffre d’affaires net</td>
<td>7 346 879€</td>
<td>8 516 007€</td>
</tr>
<tr>
<td>Résultat d’exploitation</td>
<td>-341 280€</td>
<td>-4 431 697€</td>
</tr>
<tr>
<td>Résultat financier</td>
<td>5 454€</td>
<td>15 700€</td>
</tr>
<tr>
<td>Résultat exceptionnel</td>
<td>-412€</td>
<td>-36 814€</td>
</tr>
<tr>
<td>Résultat net</td>
<td>42 259 €</td>
<td>3 893 023 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Au cours de l’exercice clos le 31 décembre 2014, le chiffre d’affaires s’est élevé à 8 516 007 € contre 7 346 879 € l’exercice précédent.
Le montant des produits d'exploitation s'élève à 9 195 383 € contre 7 743 063 € pour l'exercice précédent.

Le montant des traitements et salaires s'élève à 3 449 171 € contre 2 530 974 € pour l'exercice précédent.

Le montant des charges sociales s'élève à 1 595 038 € contre 1 183 832 € pour l'exercice précédent.

L'effectif salarié moyen s'élève à 51 personnes contre 41 au titre de l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation de l'exercice ont atteint au total 13 627 080 € contre 8 084 343 € pour l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à (4 431 697) € contre (341 280) € pour l'exercice précédent.

Tenant compte du résultat financier de 15 700 €, le résultat courant avant impôts s'établit à (4 415 997) € contre (335 826) € pour l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel ressort à (36 814) contre (412) € au titre de l'exercice précédent.

Après prise en compte d'un produit d'impôt sur les sociétés de 559 788 €, l'exercice clos le 31 décembre 2014 se traduit par une perte de 3 893 023 € contre un bénéfice de 42 259 € au titre de l'exercice précédent.
### Présentation du bilan

#### Evolution de l’actif

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Immobilisations incorporelles nettes</td>
<td>143 291 €</td>
<td>45 318 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Immobilisations corporelles nettes</td>
<td>314 959 €</td>
<td>126 737 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Immobilisations financières</td>
<td>222 327 €</td>
<td>42 703 €</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>dont titres de participations</strong></td>
<td>75 €</td>
<td>75 €</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>dont créances rattachées à des participations</strong></td>
<td>0 €</td>
<td>0 €</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>dont prêts</strong></td>
<td>0 €</td>
<td>0 €</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>dont autres immo. financières</strong></td>
<td>222 252 €</td>
<td>42 628 €</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL</strong></td>
<td>680 578 €</td>
<td>214 757 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Stocks et encours</td>
<td>369 865 €</td>
<td>340 718 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Avances et acomptes versés sur commande</td>
<td>69 788 €</td>
<td>59 713 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Créances clients et comptes rattachés</td>
<td>2 516 963 €</td>
<td>1 357 456 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres créances</td>
<td>1 658 655 €</td>
<td>1 014 856 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Valeurs mobilières de placement</td>
<td>0 €</td>
<td>0 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Disponibilités</td>
<td>2 589 778 €</td>
<td>1 041 907 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Charges constatées d’avance</td>
<td>217 808 €</td>
<td>116 752 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Primes de remboursement des obligations</td>
<td>0 €</td>
<td>0 €</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL ACTIF CIRCULANT</strong></td>
<td>7 422 857 €</td>
<td>3 931 403 €</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL ACTIF</strong></td>
<td>8 103 974 €</td>
<td>4 149 647 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>
6.2.2.  Evolution du passif

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>CAPITAUX PROPRES</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Capital social ou individuel</td>
<td>124 565 €</td>
<td>95 633 €</td>
</tr>
<tr>
<td>- Primes d’émission, de fusion</td>
<td>12 001 391 €</td>
<td>6 113 599 €</td>
</tr>
<tr>
<td>- Réserve légale</td>
<td>12 375 €</td>
<td>6 073 €</td>
</tr>
<tr>
<td>- Réserves statutaires et autres</td>
<td>5 365 €</td>
<td>5 355 €</td>
</tr>
<tr>
<td>- Réserves réglementées</td>
<td>0 €</td>
<td>0 €</td>
</tr>
<tr>
<td>- Report à nouveau</td>
<td>(5 453 527) €</td>
<td>(5 495 787) €</td>
</tr>
<tr>
<td>- Résultat de l’exercice</td>
<td>(3 893 023) €</td>
<td>(42 259) €</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL</strong></td>
<td>2 797 146 €</td>
<td>767 192 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Avances conditionnées</td>
<td>517 000 €</td>
<td>595 000 €</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>PROVISIONS</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Provisions pour risques</td>
<td>539 €</td>
<td>3 487 €</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL</strong></td>
<td>517 539 €</td>
<td>598 487 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>DETTES</th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>- Emprunts obligataires convertibles</td>
<td>0 €</td>
<td>0 €</td>
</tr>
<tr>
<td>- Dettes auprès des établissements de crédit</td>
<td>500 000 €</td>
<td>0 €</td>
</tr>
<tr>
<td>- Concours bancaires courants</td>
<td>3 484 €</td>
<td>91 €</td>
</tr>
<tr>
<td>- Emprunts et dettes financières diverses</td>
<td>238 573 €</td>
<td>305 079 €</td>
</tr>
<tr>
<td>- Avances et acomptes reçus sur commandes</td>
<td>36 733 €</td>
<td>0 €</td>
</tr>
<tr>
<td>- Emprunts et dettes financières diverses</td>
<td>0 €</td>
<td>0 €</td>
</tr>
<tr>
<td>- Dettes fournisseurs et comptes rattachés</td>
<td>1 785 348 €</td>
<td>823 652 €</td>
</tr>
<tr>
<td>- Dettes fiscales et sociales</td>
<td>1 083 129 €</td>
<td>951 501 €</td>
</tr>
<tr>
<td>- Dettes sur immo. et comptes rattachés</td>
<td>82 378 €</td>
<td>0 €</td>
</tr>
<tr>
<td>- Autres dettes</td>
<td>109 247 €</td>
<td>7 894 €</td>
</tr>
<tr>
<td>- Produits constatés d’avance</td>
<td>902 247 €</td>
<td>695 587 €</td>
</tr>
<tr>
<td>- Ecart de conversion passif</td>
<td>48 148 €</td>
<td>165 €</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL</strong></td>
<td>4 789 289 €</td>
<td>2 783 968 €</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL GÉNÉRAL</strong></td>
<td>8 103 974 €</td>
<td>4 149 647 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

6.3  Proposition d’affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) tels qu’ils vous sont présentés et qui font apparaître une perte de 3 893 023 €, et décider d’affecter ladite perte en totalité, au compte « report à nouveau », ce qui aurait pour effet de porter le solde débiteur de ce compte de – 5 453 527 € à – 9 346 550 €.

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seraient de 2 797 146 €.
Afin de nous conformer aux dispositions de l’article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu’aucune distribution de dividende n’a été effectuée au titre des trois derniers exercices.

6.4 Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Conformément aux dispositions de l’article R. 225-102, alinéa 2, du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices figure en annexe 2 du présent rapport.

6.5 Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous informons qu’aucune dépense et charge visée à l’article 39-4 dudit Code n’a été engagée au cours de l’exercice écoulé.

6.6 Délais de paiement des fournisseurs

Conformément aux dispositions des articles L.441-6-1 et D.441-4 du Code de commerce, nous vous indiquons la décomposition à la clôture des deux derniers exercices du solde des dettes à l’égard des fournisseurs par date d’échéance.

Conformément à la loi, la décomposition par échéance du solde des dettes fournisseurs, factures non parvenues incluses, soit 1.785.348 € au 31 décembre 2014 contre 823.652 € au 31 décembre 2013, ressort à :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Exercice clos le</th>
<th>F &lt; 30 jours</th>
<th>30 jours &lt; F &lt; 45 jours</th>
<th>45 jours &lt; F &lt; 60 jours</th>
<th>F &gt; 60 jours</th>
<th>Total</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>31/12/2014</td>
<td>731.991 €</td>
<td>332.327 €</td>
<td>721.030 €</td>
<td>0 €</td>
<td>1.785.348 €</td>
</tr>
<tr>
<td>31/12/2013</td>
<td>728.350 €</td>
<td>66.334 €</td>
<td>25.666 €</td>
<td>3.302 €</td>
<td>823.652 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

6.7 Endettement de la Société


Au 31 décembre 2014 :

- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit
  - 503 484 €
- Emprunts et dettes financières divers
  - 238 573 €
- Avances et acomptes reçus sur commandes en cours
  - 36 733 €
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés
  - 1 785 348 €
- Dettes sur immobilisations
  - 82 378 €
- Autres dettes
  - 109 248 €
- Produits constatés d’avance
  - 902 247 €
Au 31 décembre 2013 :

- Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit 91 €
- Emprunts et dettes financières divers 305.079 €
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés 823.652 €
- Dettes fiscales et sociales 951.501 €
- Autres dettes 7.894 €
- Produits constatés d’avance 695.587 €


L’augmentation des dettes fournisseurs est principalement due aux commissions du 4ème trimestre des commerciaux étrangers liés par un contrat de consulting à la Société. Ces commissions ont fait l’objet de facturations sur le mois de janvier. Une partie de l’augmentation s’explique également par l’augmentation des frais de gestion financière externalisés sur le dernier trimestre de l’année.

Le ratio des dettes financières par rapport aux capitaux propres est de 146 % au 31 décembre 2014 contre 363 % au 31 décembre 2013.

6.8 Continuité d’exploitation

Les comptes de l'exercice 2014 ont été établis selon le principe de continuité d’exploitation. En effet, les prévisions de trésorerie établies pour les douze prochains mois font apparaître une situation de trésorerie positive. Elles tiennent notamment compte des éléments suivants :

- La trésorerie disponible au 31 décembre 2014 s’élève à 2 586 K€
- Hypothèse d’encaissement du CIR 2014 en juin 2015 pour 537 K€
- Hypothèse d’encaissement de prêts auprès de BPI France au cours du troisième trimestre 2015 à hauteur de 1 500 K€

Si ces hypothèses venaient à ne pas se réaliser, il en résulterait une incertitude sur le principe de continuité d’exploitation retenu pour l’établissement des comptes dans la mesure où la société pourrait en conséquence ne pas être en mesure d’acquitter ses dettes et réaliser ses actifs dans le cadre normal de son activité. Le principe de continuité d’exploitation retenu dans le cadre de l’arrêté au 31 décembre 2014 pourrait alors se révéler inapproprié.

La société étudie en parallèle la mise en place d’autres moyens de financement externes pour satisfaire ses besoins de trésorerie.

7. FILIALES ET PARTICIPATIONS

Nous vous exposons en complément des commentaires ci-dessus, des informations sur les résultats financiers des filiales et des sociétés contrôlées par la Société. Le tableau des filiales et participations est annexé au bilan.
7.1 Activité des filiales et participations

7.1.1 Aevia Inc

La Société a constitué le 24 septembre 2013 la société Aevia Inc., société de droit américain, dont le siège social est situé à Newark, Etats-Unis. Elle détient 100% du capital et des droits de vote de cette société.

Cette filiale est dédiée au développement des activités commerciales de la Société et sert de bureau de représentation en Amérique du Nord. Cette filiale a embauché deux personnes dans le courant de l’année 2014 : un directeur des ventes et un avant-ventes afin de faciliter le développement commercial sur le territoire américain.

La société Aevia Inc. a clôturé son premier exercice social le 31 décembre 2014. Il est à noter que le chiffre d’affaires de la filiale n’est composé que de la refacturation de l’ensemble de ses frais à Aevia SA selon la méthode du cost plus. L’ensemble des commandes des clients américains est traité par Aevia SA qui rémunère sa filiale américaine par la méthode du cost plus.

Les comptes de la société Aevia Inc. font apparaître les résultats suivants au 31 décembre 2014 :

- Chiffre d’affaires........................................................................................................ 473 404 USD
- Résultat de l’exercice .................................................................................................. 11 078 USD

La société Aevia Inc. emploie 2 salariés au 31 décembre 2014.

7.1.2 Aevia Asia-Pacific Pte. Ltd.

La Société a constitué le 27 septembre 2013 la société Aevia Asia-Pacific Pte. Ltd., société de droit singapourien, dont le siège social est situé à Singapour. Elle détient 100% du capital et des droits de vote de cette société.

La société Aevia Asia-Pacific Pte. Ltd. est dédiée au développement des activités commerciales de la Société et sert de bureau de représentation en Asie et dans le Pacifique. Le chiffre d’affaire de l’a société Aevia Asia Pacific Pte est constitué de la facturation de ses couts à Aevia SA selon la méthode du cost plus.

La société Aevia Asia-Pacific Pte. Ltd. a clôturé son premier exercice social le 31 décembre 2014.

Les comptes de la société Aevia Asia-Pacific Pte. Ltd. font apparaître les résultats suivants au 31 décembre 2014 :

- Chiffre d’affaires........................................................................................................ 695 335 SGD
- Résultat de l’exercice .................................................................................................. 16 081 SGD

La société Aevia Asia-Pacific Pte. Ltd. emploie 3 salariés au 31 décembre 2014.

7.2 Acquisition et cession de participation

La Société n’a pas acquis ni cédé de participation au cours de l’exercice écoulé.
7.3 **Participations croisées**

Il n’existe aucune participation croisée.

8. **RESSOURCES HUMAINES**

8.1 **Gestion des effectifs**

Au 31 décembre 2014, la Société employait 62 salariés de droit français lesquels exerçaient les fonctions suivantes :

**Répartition du nombre de salariés par fonction**

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>31/12/2014</th>
<th>31/12/2013</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Operations</td>
<td>17</td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td>Sales and marketing</td>
<td>16</td>
<td>11</td>
</tr>
<tr>
<td>R&amp;D</td>
<td>19</td>
<td>15</td>
</tr>
<tr>
<td>G&amp;A</td>
<td>10</td>
<td>9</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>62</strong></td>
<td><strong>44</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Dont apprentis/contrats professionnels**

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>31/12/2014</th>
<th>31/12/2013</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>2</td>
<td>2</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Dont CDD</strong></td>
<td>0</td>
<td>1</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Répartition du nombre de salariés par catégorie socioprofessionnelle**

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>31/12/2014</th>
<th>31/12/2013</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Employés et techniciens</td>
<td>3</td>
<td>3</td>
</tr>
<tr>
<td>Cadres et mandataires</td>
<td>59</td>
<td>41</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>62</strong></td>
<td><strong>44</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Répartition du nombre de salariés par tranche d’âge au 31 décembre 2014**

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>20 à 30 ans</th>
<th>30 à 50 ans</th>
<th>50 ans et plus</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Employés et techniciens</td>
<td>2</td>
<td>1</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Cadres et mandataires</td>
<td>18</td>
<td>36</td>
<td>5</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>20</strong></td>
<td><strong>37</strong></td>
<td><strong>5</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

8.2 **Politique de rémunération des commerciaux**

La rémunération des commerciaux est constituée d’une rémunération fixe et d’une rémunération variable représentant environ 50% de leur rémunération totale à objectifs atteints.

8.3 **Bons de souscription de parts de créateurs d’entreprise**

Le détail des bons de souscription de parts de créateurs d’entreprise (BSPCE) émis et attribués par la Société figure en *annexe 3* du présent rapport.
Le détail des BSPCE et BSA exercés au cours de l’exercice figure au point 1.4.1 du présent rapport.

8.4 Options de souscription ou d’achat d’actions / Actions attribuées gratuitement

Nous vous informons qu’aucune option de souscription ou d’achat d’action n’a été attribuée aux salariés ou mandataires sociaux de cette dernière au cours de l’exercice.

Nous vous informons également qu’aucune action de la Société n’a été attribuée gratuitement aux salariés ou mandataires sociaux de cette dernière au cours de l’exercice.

8.5 Participation des salariés dans le capital de la Société

Aucun accord d’intéréssement ou de participation des salariés n’a été mis en place par la Société à la date du présent rapport.

Conformément aux dispositions de l’article L.225-102 du Code de commerce, nous vous informons que les salariés de la Société ne détenaient pas au 31 décembre 2014, ni ne détiennent à ce jour, d’actions de votre Société dans le cadre d’un plan d’épargne d’entreprise ou de fonds commun de placement d’entreprise ou étant frappées d’incessibilité.

La dernière augmentation de capital proposée aux salariés conformément aux dispositions de l’article L.225-129, alinéa 1 a été rejetée par l’assemblée générale ordinaire annuelle et extraordinaire en date du 17 avril 2014.

La dernière augmentation de capital proposée aux salariés conformément aux dispositions de l’article L.225-129, alinéa 2 a été rejetée par l’assemblée générale ordinaire annuelle et extraordinaire en date du 22 juin 2012.

9. INFORMATIONS PORTANT SUR LES TITRES DE LA SOCIÉTÉ : ACTIONNARIAT

Relations avec les investisseurs individuels

Le site internet www.anevia-group.com comprend un volet destiné à la communication financière régulièrement mis à jour. Il permet d’obtenir et de télécharger l’information financière du groupe : Communiqués, comptes annuels et semestriels...

Les internautes ont également la possibilité de poser des questions d’ordre financier au groupe à l’adresse : investisseurs@anevia.com

Relations avec les investisseurs institutionnels

Les dirigeants sont largement impliqués dans la communication avec les investisseurs, qu’ils rencontrent au long de l’année, principalement sur la place financière de Paris.

Des réunions avec les actionnaires, investisseurs et analystes sont organisées à l’occasion des publications des résultats, opérations financières ou événements importants pour le groupe.

La Direction Administrative et Financière et la Direction Générale de la Société sont à la disposition des actionnaires investisseurs et analystes pour répondre à leurs questions concernant la stratégie du groupe et les résultats publiés.
9.1 **Capital social**

A ce jour, le capital social de la Société, d’un montant de 124.564,90 €, est divisé en 2.491.298 actions de 0,05 € de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie et intégralement libérées.

Un droit de vote double est attribué à toutes les actions nominatives, entièrement libérées, inscrites au nom d’un même actionnaire depuis deux ans au moins ainsi que, en cas d’augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d’actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

9.2 **Opérations effectuées par la Société sur ses propres actions**

Au 31 décembre 2014, la Société détenait 7.248 actions en propre au travers de son contrat de liquidité avec Gilbert Dupont, pour une valeur au bilan de 80.960 €

<table>
<thead>
<tr>
<th>Actions en propre au 31/12/2013</th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Achats 2014</td>
<td>55 587</td>
</tr>
<tr>
<td>Ventes 2014</td>
<td>48 339</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Actions en propre au 31/12/2014</strong></td>
<td><strong>7 248</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

9.3 **Répartition du capital social et actions d’auto-contrôle**

L’identité des personnes physiques ou morales détenant directement ou indirectement plus de 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 33,33%, 50%, 66,66%, 90% et 95% du capital ou des droits de vote aux assemblées générales est la suivante (en fonction des informations reçues en application des articles L.233-7 et L.233-12 du Code de commerce):

<table>
<thead>
<tr>
<th>Associés</th>
<th>5%</th>
<th>10%</th>
<th>15%</th>
<th>20%</th>
<th>25%</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Capital</td>
<td>Droit de vote</td>
<td>Capital</td>
<td>Droit de vote</td>
<td>Capital</td>
</tr>
<tr>
<td>SEVENTURE PARTNERS</td>
<td></td>
<td>17.1%</td>
<td></td>
<td>19.2%</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>INNOVATION CAPITAL</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>28.0%</td>
</tr>
<tr>
<td>Tristan Leteurtre</td>
<td>7.6%</td>
<td>8.7%</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Brieux Jeunhomme</td>
<td>7.6%</td>
<td>8.7%</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Damien Lucas</td>
<td>7.6%</td>
<td>8.7%</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Alexis Delattre</td>
<td>7.6%</td>
<td>8.7%</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Aucun associé ne détient, directement ou indirectement, plus de 33,33% du capital ou des droits de vote de la Société.

Il est précisé par ailleurs que 620.010 actions représentant 24,9% du total sont détenues par le public dont 10 882 actions détenues par Seventure Premium 2012.
9.4 Modifications intervenues au cours de l’exercice clos le 31 décembre 2014 et de l’exercice ouvert le 1er janvier 2015 dans la composition du capital

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>Nombre d’actions mouvem.ntées</th>
<th>Valeur nominale (€)</th>
<th>Capital social (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1. Actions composant le capital social au début de l’exercice 2014</td>
<td>95.683</td>
<td>1</td>
<td>95 683 €</td>
</tr>
<tr>
<td>2. Modification de la valeur nominale des actions existantes au 31/12/2013</td>
<td>1 913 660</td>
<td>0.05</td>
<td>95 683 €</td>
</tr>
<tr>
<td>3. Actions émises au cours de l’exercice</td>
<td>577 638</td>
<td>0.05</td>
<td>28 881,9</td>
</tr>
<tr>
<td>• Introduction en bourse</td>
<td>561 478</td>
<td>0,05</td>
<td>28 073,9</td>
</tr>
<tr>
<td>• Augmentation de capital de 808 € par émission de 16.160 actions nouvelles de 0,05 € de valeur nominale chacune assortie d’une prime d’émission totale de 87.720 € consécutive à l’exercice de BSA 2 et de BSPCE 2009 (cf. 1.4.1.)</td>
<td>16 160</td>
<td>0,05</td>
<td>808,0</td>
</tr>
<tr>
<td>4. Actions composant le capital social en fin d’exercice 2014</td>
<td>2 491.298</td>
<td>0,05</td>
<td>124.564,90</td>
</tr>
<tr>
<td>5. Actions composant le capital social à la date du présent rapport</td>
<td>2 491.298</td>
<td>0,05</td>
<td>124.564,90</td>
</tr>
</tbody>
</table>

9.5 Titres financiers donnant accès au capital social de la Société

Nous vous indiquons ci-après en annexe 3 le détail des titres financiers donnant accès au capital de la Société, en cours de validité au 31 décembre 2014 et à la date du présent rapport. Au total, ces titres financiers donnent droit à souscrire, à la date du présent rapport, 208.260 actions nouvelles.

10. INDICATIONS SUR L’ÉVOLUTION DES COURS ET LE MARCHE DE L’ACTION AU COURS DE L’EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014

<table>
<thead>
<tr>
<th>Mois</th>
<th>Nombre de titres</th>
<th>Plus haut (€)</th>
<th>Plus bas (€)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>juin</td>
<td>198 588</td>
<td>15,2500</td>
<td>12,5500</td>
</tr>
<tr>
<td>juillet</td>
<td>63 907</td>
<td>14,5000</td>
<td>12,4000</td>
</tr>
<tr>
<td>août</td>
<td>24 374</td>
<td>12,9800</td>
<td>10,0000</td>
</tr>
<tr>
<td>septembre</td>
<td>40 967</td>
<td>12,8500</td>
<td>11,3500</td>
</tr>
<tr>
<td>octobre</td>
<td>19 802</td>
<td>11,4000</td>
<td>9,2000</td>
</tr>
<tr>
<td>novembre</td>
<td>9 581</td>
<td>11,8700</td>
<td>11,2000</td>
</tr>
<tr>
<td>décembre</td>
<td>17 751</td>
<td>12,3800</td>
<td>10,0400</td>
</tr>
</tbody>
</table>
11. **CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES L.225-38 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE ET A L’ARTICLE L.225-102-1 DUDIT CODE**

11.1 **Conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce**

Nous vous demandons d’approuver les conventions suivantes visées à l’article L.225-38 du Code de Commerce conclues au cours de l’exercice clos le 31 décembre 2014 et régulièrement autorisées par le Conseil :

- Contrat de direction et de placement en date du 28 mai 2014 conclu entre la Société, Gilbert Dupont et les Actionnaires Cédants (convention autorisée par le conseil d’administration du 28 mai 2014) ;

- Contrat de consulting conclu le 25 avril 2014 entre la Société et la société Magenta (Monsieur Laurent Lafarge) (convention autorisée par le conseil d’administration du 24 avril 2014) ;

- Contrat de consulting conclu le 25 avril 2014 entre la Société et la société MAD Consulting (Monsieur Alexis Delb) (convention autorisée par le conseil d’administration du 24 avril 2014)

Nous vous demandons également d’approuver les conventions nouvelles suivantes autorisées et conclue depuis la clôture de l’exercice :


Nous vous rappelons qu’aucune convention antérieurement autorisée et conclue, ne s’est poursuivie au cours de l’exercice

11.2 **Conventions visées aux articles L.225-102-1 du Code de commerce**


12. **ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE**

12.1 **Administration**

Nous vous rappelons que la composition du conseil d’administration est détaillée au point 2.1 ci-dessus.

Nous vous précisons que les mandats des administrateurs suivants arrivent à expiration à l’issue de l’assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l’exercice clos le 31 décembre 2014 :
- Monsieur Tristan Leteurtre,
- Monsieur Brieuc Jeunhomme,
- Monsieur Alexis Delb,
- la société Seventure Partners, et
- la société Innovation Capital.

Nous vous demandons de ne pas renouveler le mandat de Monsieur Brieuc Jeunhomme.

Nous vous demandons de renouveler les mandats de Messieurs Tristan Leteurtre et Alexis Delb ainsi que les mandats des sociétés Seventure Partners et Innovation Capital pour une durée de six années, prenant fin à l’issue de l’assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer en 2021 sur les comptes de l’exercice clos le 31 décembre 2020.

12.2 Contrôle


13. TABLEAU RECAPITULATIF DES DELEGATIONS DE POUVOIRS ET DE COMPETENCE DONNEES PAR L’ASSEMBLEE GENERALE AU CONSEIL D’ADMINISTRATION


Le renouvellement des délégations est traité dans le rapport du conseil d’administration au titre de la partie extraordinaire de l’assemblée.

14. INFORMATIONS SUR LES ELEMENTS SUSCEPTIBLES D’AVOIR UNE INFLUENCE EN CAS D’OFFRE PUBLIQUE

Le 28 mai 2014, la Société a conclu une convention de liquidité avec la société Gilbert Dupont (cf. point 1.2.9 ci-dessus).
15. **COMPTES ANNUELS**

Conformément aux dispositions de l’article L.451-1-2-1 du Code monétaire et financier, les comptes annuels de l’exercice clos le 31 décembre 2014 figurent en **annexe 5** au présent rapport.

16. **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Conformément aux dispositions de l’article L.451-1-2-1 du Code monétaire et financier, le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2014 figure en **annexe 6** au présent rapport.

17. **ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL**


Votre conseil d’administration vous invite, après la lecture des rapports présentés par vos commissaires aux comptes, à adopter les résolutions qu’il soumet à votre vote.

Il remercie l’ensemble du personnel pour le concours qu’il a apporté aux diverses activités du groupe.

Le conseil d’administration
### Annexe 1

**Liste des mandats et fonctions des mandataires sociaux durant l’exercice clos le 31 décembre 2014**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom, prénom des Mandataires sociaux</th>
<th>Mandats et fonctions exercées</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>M. Laurent Lafarge</td>
<td>- Administrateur de la Société</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Président directeur général</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Administrateur de Niji</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Membre du conseil de Surveillance de Roshan (Telecom Development Company Afghanistan)</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Senior Vice-Président et membre du Comité de Direction de Monaco Telecom</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Membre du conseil d'administration d’ATEL SA</td>
</tr>
<tr>
<td>M. Tristan Leteurtre</td>
<td>- Administrateur de la Société</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Directeur général de la Société (jusqu’au 25 février 2015)</td>
</tr>
<tr>
<td>M. Brieuc Jeunhomme</td>
<td>- Administrateur de la Société</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Salaré de Google</td>
</tr>
<tr>
<td>Séventure Partners représentée par M. Bruno Rivet</td>
<td><strong>En tant que représentant permanent de Séventure Partners :</strong></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Administrateur de la Société</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Administrateur de So Factory</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Administrateur de Microwave Vision</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Administrateur de W4</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Administrateur de Scenntys</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Administrateur de Motwin</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Membre du conseil de Surveillance de Recommerce Solutions</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Membre du conseil de surveillance de Kayentis</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Administrateur de Tigervilly</td>
</tr>
<tr>
<td>M. Yves Nicolas (jusqu’au 17 avril 2014)</td>
<td>- Administrateur de la Société</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Administrateur de Niji</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Gérant de Mervedikstaat</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Président de Dynamease SAS</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Gérant d’Yvni</td>
</tr>
<tr>
<td>Innovation Capital représentée par M. Valéry Huot</td>
<td><strong>En tant que représentant permanent d’Innovation Capital :</strong></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Administrateur de la Société</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Administrateur de 6Wind</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Administrateur d’ASK</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Administrateur de Crocus Technology (représentant permanent depuis le 23/12/2014)</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Administrateur de Crocus Technology International Corp. (CTIC) (États-Unis) (représentant permanent depuis le 24/08/2014)</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Membre du conseil d’administration de DST Holding SAS</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Administrateur d’Exway</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Administrateur de Roctool (représentant permanent depuis le 04/03/2014)</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Administrateur de RSI Holding (représentant permanent depuis le 04/03/2014)</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Administrateur de Stantum</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Membre du conseil de gérance de SSCV Investments S.à.r.l. (Luxembourg) (jusqu’au 31/03/2014)</td>
</tr>
<tr>
<td>Nom, prénom des Mandataires sociaux</td>
<td>Mandats et fonctions exercées</td>
</tr>
<tr>
<td>----------------------------------</td>
<td>--------------------------------</td>
</tr>
<tr>
<td>A titre personnel :</td>
<td>- Directeur général d’Innovation Capital SAS</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>- Membre du directoire d’Innovation Capital SAS</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>-</td>
</tr>
</tbody>
</table>
### Annexe 2
#### Tableau des résultats des cinq derniers exercices

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>I. Capital en fin d’exercice</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Capital social</td>
<td>95 683</td>
<td>95 683</td>
<td>95 683</td>
<td>95 683</td>
<td>124 564</td>
</tr>
<tr>
<td>Nombre des actions ordinaires existantes</td>
<td>95 683</td>
<td>95 683</td>
<td>95 683</td>
<td>95 683</td>
<td>2 491 290</td>
</tr>
<tr>
<td>Nombre des actions de préférence (hors BSA Ratchet, BSA Relation, …)</td>
<td>11 465</td>
<td>12 965</td>
<td>12 965</td>
<td>12 965</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>II. Opérations et résultats de l’exercice</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Chiffre d’affaires hors taxes</td>
<td>4 026 986</td>
<td>4 085 543</td>
<td>5 234 485</td>
<td>7 346 879</td>
<td>8 516 007</td>
</tr>
<tr>
<td>Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions</td>
<td>-1 453 873</td>
<td>-1 684 324</td>
<td>-1 049 459</td>
<td>-192 253</td>
<td>-3 687 109</td>
</tr>
<tr>
<td>Impôts sur les bénéfices</td>
<td>-394 507</td>
<td>-436 889</td>
<td>-311 894</td>
<td>-378 498</td>
<td>-559 798</td>
</tr>
<tr>
<td>Participation des salariés au titre de l’exercice</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions</td>
<td>-1 212 751</td>
<td>-1 327 075</td>
<td>-730 395</td>
<td>42 259</td>
<td>-3 893 023</td>
</tr>
<tr>
<td>Résultat distribué</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>III. Résultats par action</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotation aux amortissements et provisions</td>
<td>-11 07</td>
<td>-13 04</td>
<td>-7 71</td>
<td>1 85</td>
<td>-1 26</td>
</tr>
<tr>
<td>Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions</td>
<td>-12 67</td>
<td>-13 87</td>
<td>-7 63</td>
<td>0 44</td>
<td>-1 56</td>
</tr>
<tr>
<td>Dividende attribué à chaque action</td>
<td>0.00</td>
<td>0.00</td>
<td>0.00</td>
<td>0.00</td>
<td>0.00</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>IV. Personnel</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Effectif salarié moyen</td>
<td>36</td>
<td>36</td>
<td>36</td>
<td>41</td>
<td>51</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant de la masse salariale de l’exercice</td>
<td>2 410 012</td>
<td>2 065 491</td>
<td>2 338 525</td>
<td>2 530 574</td>
<td>3 449 171</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l’exercice (sécurité sociale, œuvres sociales)</td>
<td>741 312</td>
<td>979 379</td>
<td>1 053 087</td>
<td>1 183 832</td>
<td>1 595 038</td>
</tr>
</tbody>
</table>
Annexe 3
Titres financiers donnant accès au capital de la Société

1. Bons de souscription d’actions (BSA)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Description</th>
<th>Intitulé</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>BSA 2</td>
</tr>
<tr>
<td>Date d’émission</td>
<td>23 juin 2006</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>BSA 3</td>
</tr>
<tr>
<td>Nombre de BSA initialement émis et attribués</td>
<td>728</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>BSA 4</td>
</tr>
<tr>
<td>Prix de souscription</td>
<td>1 €</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>BSA 5</td>
</tr>
<tr>
<td>Nombre d’actions acquises sur exercice des BSA</td>
<td>7 360</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>BSA 6</td>
</tr>
<tr>
<td>Nombre de BSA annulés ou caducs</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Nombre de BSA encore exerçables</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Point de départ du délai d’exercice</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Date limite d’exercice</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Prix d’exercice</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

(1) 417922_1

(2) 426760_1
<table>
<thead>
<tr>
<th>Description</th>
<th>BSA 2</th>
<th>BSA 3</th>
<th>BSA 4</th>
<th>BSA 5</th>
<th>BSA 6</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Ratio d'exercice avant introduction en bourse</td>
<td>1 action ordinaire par BSA 2</td>
<td>1 action ordinaire par BSA 3</td>
<td>- jusqu'au 26 juin 2014 : 0,75 action ordinaire par BSA 4</td>
<td>- jusqu'au 31 décembre 2014 : 0,25 action ordinaire par BSA 5</td>
<td>- NA</td>
</tr>
<tr>
<td>Ratio d'exercice après introduction en bourse</td>
<td>20 actions ordinaires par BSA 2</td>
<td>20 actions ordinaires par BSA 3</td>
<td>- jusqu'au 26 juin 2014 : 15 actions ordinaires par BSA 4</td>
<td>- jusqu'au 31 décembre 2014 : 5 actions ordinaires par BSA 5</td>
<td>1 action ordinaire par BSA 6</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant nominal de l'augmentation du</td>
<td>568 €</td>
<td>1.500 €</td>
<td>500 €</td>
<td>600 €</td>
<td>2.220€</td>
</tr>
</tbody>
</table>
### Description

<table>
<thead>
<tr>
<th>Intitulé</th>
<th>BSA 2</th>
<th>BSA 3</th>
<th>ESA 4</th>
<th>BSA 5</th>
<th>BSA 6</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>capital résultant de l’exercice des BSA</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dilution maximale en actions issue de l’exercice des BSA en circulation</td>
<td></td>
<td></td>
<td>96 400 actions</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

(1) Prix d’exercice pour une ou 20 actions ordinaires, selon le ratio d’exercice applicable.
(2) Ajustement du ratio d’exercice résultant de la division par 20 de la valeur nominale unitaire des actions de la Société.

#### 2. Bons de souscription de parts de créateurs d’entreprise (BSPCE)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Descriptions</th>
<th>BSPCE 2009-01</th>
<th>BSPCE 2011</th>
<th>BSPCE 2013</th>
<th>BSPCE 2014</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Date d’attribution</td>
<td>23 octobre 2009</td>
<td>27 juin 2011</td>
<td>5 juillet 2013</td>
<td>14 octobre 2014</td>
</tr>
<tr>
<td>Nombre de BSPCE initialement émis et attribués</td>
<td>3.400</td>
<td>1.380</td>
<td>3.150</td>
<td>55.260</td>
</tr>
<tr>
<td>Nombre d’actions acquises sur exercice des BSPCE</td>
<td>8.800</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Nombre de BSPCE annulés ou caducs</td>
<td>2.960</td>
<td>500</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Descriptions</td>
<td>BSPCE 2009-01</td>
<td>Initiale</td>
<td>BSPCE 2011</td>
<td>Initiale</td>
</tr>
<tr>
<td>--------------------------------------------------</td>
<td>---------------</td>
<td>----------</td>
<td>------------</td>
<td>----------</td>
</tr>
<tr>
<td>Nombre de BSPCE attribués et encore exercables</td>
<td>0</td>
<td>780</td>
<td>2 050</td>
<td>55 260</td>
</tr>
<tr>
<td>Point de départ du délai d'exercice</td>
<td>22 octobre 2010</td>
<td>1er janvier 2012</td>
<td>1er janvier 2014</td>
<td>1er janvier 2014</td>
</tr>
<tr>
<td>Date limite d'exercice</td>
<td>22 octobre 2014</td>
<td>1er janvier 2021</td>
<td>31 décembre 2022</td>
<td>14 octobre 2019</td>
</tr>
<tr>
<td>Prix d'exercice (i)</td>
<td>146 € par action</td>
<td>146 € par action</td>
<td>146 € par action</td>
<td>1 action ordinaire par BSPCE</td>
</tr>
<tr>
<td>Ratio d'exercice avant introduction en bourse</td>
<td>1 action ordinaire par BSPCE</td>
<td>1 action ordinaire par BSPCE</td>
<td>1 action ordinaire par BSPCE</td>
<td>1 action ordinaire par BSPCE</td>
</tr>
<tr>
<td>Ratio d'exercice après introduction en bourse</td>
<td>20 actions ordinaires par BSPCE</td>
<td>20 actions ordinaires par BSPCE</td>
<td>20 actions ordinaires par BSPCE</td>
<td>20 actions ordinaires par BSPCE</td>
</tr>
<tr>
<td>Montant nominal de l'augmentation du capital résultant de l'exercice des BSPCE</td>
<td>440 €</td>
<td>800 €</td>
<td>800 €</td>
<td>800 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Dilution maximale en actions issues de l'exercice des BSPCE en circulation</td>
<td>111 860</td>
<td>111 860</td>
<td>111 860</td>
<td>111 860</td>
</tr>
</tbody>
</table>

(i) Prix d'exercice pour une ou 20 actions ordinaires, selon le ratio d'exercice applicable.

(2) Ajustement du ratio d'exercice résultant de la dilution par 20 de la valeur nominale unitaire des actions de la Société.
Annexe 4

Tableau des délégations en cours de validité accordées par l'assemblée générale des actionnaires au conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital (art. L.225-100 du Code de commerce)

<table>
<thead>
<tr>
<th>Réolutions de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 17 avril 2014</th>
<th>Objet de la résolution</th>
<th>Montant maximal en euros</th>
<th>Modalités de détermination du prix d'émission</th>
<th>Durée de l'autorisation</th>
<th>Mise en œuvre des délégations au cours de l'exercice</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>10ème</td>
<td>Emission d'un nombre maximum de 100.000 BSPCE 2014 et délégation de pouvoir au conseil d'administration à l'effet d'attribuer lesdits BSPCE</td>
<td>5.000 € (1)</td>
<td>Le prix d'exercice d'un BSPCE 2014 a été fixé par l'assemblée générale du 17 avril 2014 à 12,13 € (correspondant au prix par action retenu dans le cadre de l'Introduction)</td>
<td>18 mois</td>
<td>Conseil d'administration du 14 octobre 2014 : Attribution de 55 260 BSPCE 2014</td>
</tr>
<tr>
<td>12ème</td>
<td>Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'émettre et d'attribuer un nombre maximum de 100.000 BSA 6 réservée à des salariés et mandataires sociaux de la Société et des sociétés qu'elle contrôle a sens de l'article L.233-3 du Code de commerce</td>
<td>5.000 € (1)</td>
<td>Le prix d'exercice d'un BSA 6 a été fixé par l'assemblée générale du 17 avril 2014 à 12,13 € (correspondant au prix par action retenu dans le cadre de l'Introduction)</td>
<td>18 mois</td>
<td>Conseil d'administration du 14 octobre 2014 : Attribution de 44 400 BSA6</td>
</tr>
<tr>
<td>14ème</td>
<td>Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet Clause d'extension permettant d'augmenter le nombre d'actions</td>
<td>67.000 € (2)</td>
<td>Se reporter au (3)</td>
<td>26 mois Soit jusqu'au 16 juin 2016</td>
<td>Conseil d'administration du 2 juin 2014 : constatation de la réalisation définitive de</td>
</tr>
<tr>
<td>Résolutions de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 17 avril 2014</td>
<td>Objet de la résolution</td>
<td>Montant maximal en euros</td>
<td>Modalités de détermination du prix d'émission</td>
<td>Durée de l'autorisation</td>
<td>Mise en œuvre des délégations au cours de l'exercice</td>
</tr>
<tr>
<td>---</td>
<td>---</td>
<td>---</td>
<td>---</td>
<td>---</td>
<td>---</td>
</tr>
<tr>
<td>d'émettre des actions ordinaires et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription et offre au public de titres financiers avec clause d'extension</td>
<td>nouvelles à émettre d'un montant maximal supplémentaire de 15% du nombre d'actions initialement fixé dans le cadre d'une augmentation de capital réalisée sur la base de la 14ème résolution</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>l'augmentation du capital social de la Société d'un montant de 28.073,90 €, par l'émission de 561.478 actions nouvelles (522.305 Actions Nouvelles et 39.173 Actions Nouvelles Supplémentaires (cf. ci-après l'option de sur-allocation visée à la 17ème résolution) de 0,05 € de valeur nominale chacune assortie d'une prime d'émission unitaire de 12,08 € (soit un prix unitaire par action de 12,13 €), représentant un montant total d'augmentation de capital de 6.810.728,14 €, prime d'émission incluse, consécutive à l'inscription aux négociations et à la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext.</td>
</tr>
</tbody>
</table>

14ème | Délégation de compétence à donner au | 67.000 € (2) | Le conseil d'administration fixe le montant | 26 mois |  |

417922_1

426760_1
<table>
<thead>
<tr>
<th>Réolutions de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 17 avril 2014</th>
<th>Objet de la résolution</th>
<th>Montant maximal en euros</th>
<th>Modalités de détermination du prix d'émission</th>
<th>Durée de l'autorisation</th>
<th>Mise en œuvre des délégations au cours de l'exercice</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription</td>
<td></td>
<td></td>
<td>de l'augmentation de capital, le prix d'émission et le montant de la prime qui pourra, le cas échéant, être demandée à l'émission</td>
<td>Soit jusqu'au 16 juin 2016</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>16ème</td>
<td>Délégation de compétence à donner au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription dans le cadre d'une offre au profit notamment d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs visée à l'article L.411-2, II du Code monétaire et financier</td>
<td>38.000 € (2)</td>
<td>Se reporter au (4)</td>
<td>26 mois</td>
<td>Soit jusqu'au 16 juin 2016</td>
</tr>
<tr>
<td>17ème</td>
<td>Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration</td>
<td>15% de l'émission initiale (2)</td>
<td>Même prix que l'émission initiale</td>
<td>26 mois</td>
<td>Soit jusqu'au 16 juin 2016</td>
</tr>
<tr>
<td>Résolutions de l’assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 17 avril 2014</td>
<td>Objet de la résolution</td>
<td>Montant maximal en euros</td>
<td>Modalités de détermination du prix d’émission</td>
<td>Durée de l’autorisation</td>
<td>Mise en œuvre des délégations au cours de l’exercice</td>
</tr>
<tr>
<td>---</td>
<td>---</td>
<td>---</td>
<td>---</td>
<td>---</td>
<td>---</td>
</tr>
<tr>
<td>à l’effet d’augmenter le nombre de titres à émettre en cas d’augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>du 2 juin 2014 ci-dessus</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>18ème</td>
<td>Délégation de compétence à donner au conseil d’administration à l’effet de décider l’augmentation du capital social par incorporation de prises, réserves, bénéfices ou autres</td>
<td>67.000 € (2)</td>
<td>Le conseil d’administration fixe le montant des sommes à incorporer au capital ainsi que le nombre de titres de capital nouveaux à émettre</td>
<td>26 mois</td>
<td>Soit jusqu’au 16 juin 2016</td>
</tr>
</tbody>
</table>

1. Le nombre maximum de 100.000 est commun aux BSPCE 2014 et BSA 6.

2. Ces montants ne sont pas cumulatifs. Le plafond cumulé maximum autorisé par l’assemblée générale des augmentations de capital en valeur nominale est fixé à 67.000 euros et, le cas échéant, le montant nominal global des émissions de valeurs mobilières représentant accès au capital de la Société ne pourra pour sa part, excéder 10 millions d’euros.

3. Le prix d’émission des actions sera déterminé comme suit :

- au titre de la ou des augmentations de capital réalisées à l’occasion de l’admission aux négociations et de la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext d’Euronext Paris, le prix d’émission des actions émises directement sera fixé conformément aux pratiques de marché habituelles, comme par exemple, dans le cadre d’un placement global, par référence au prix offert aux investisseurs institutionnels dans le cadre dudit placement global tel que ce prix résultera de la confrontation de l’offre et de la demande selon la technique dite de construction du livre d’ordres développée par les usages professionnels,

- postérieurement à l’admission aux négociations et la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext d’Euronext Paris, le prix d’émission des actions émises directement sera au moins égal
à la moyenne pondérée des cours des cinq dernières séances de bourse sur le marché Alternext d’Euronext Paris précédant la fixation du prix de souscription de l’augmentation de capital éventuellement diminuée d’une décote maximum de 30%, après, le cas échéant, correction de cette moyenne en cas de différence entre les dates de jouissance.

(4) Le prix d’émission des actions émises sera au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse sur le marché Alternext d’Euronext Paris précédant la fixation du prix de souscription de l’augmentation de capital éventuellement diminuée d’une décote maximum de 20%, après, le cas échéant, correction de cette moyenne en cas de différence entre les dates de jouissance.

Le prix d’émission des valeurs mobilières donnant accès au capital et le nombre d’actions auquel la conversion, le remboursement ou généralement la transformation, de chaque valeur mobilière donnant accès au capital pourra donner droit seront tels que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d’être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l’émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix de souscription minimum défini ci-dessus.
Annexe 5
Comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2014
Société Anonyme au capital de 124 565 Euros

Siret : 44881968000035
Code APE : 6202A

Siège social :
1 rue René Anjolvy
94250 GENTILLY

Comptes annuels
au
31/12/2014
## BILAN ACTIF

Exprimé en €

<table>
<thead>
<tr>
<th>Rubriques</th>
<th>Montant Brut</th>
<th>Amort. Prov.</th>
<th>31/12/2014</th>
<th>31/12/2013</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Capital souscrit non appelé</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Frais d'établissement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Frais de développement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Concessions, brevets et droits similaires</td>
<td>192 089</td>
<td>179 969</td>
<td>12 120</td>
<td>32 628</td>
</tr>
<tr>
<td>Fonds commercial</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres immobilisations incorporelles</td>
<td>182 328</td>
<td>51 156</td>
<td>131 171</td>
<td>12 690</td>
</tr>
<tr>
<td>Avances, acomptes sur immo. incorporelles</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Terrains</td>
<td>50 198</td>
<td>35 179</td>
<td>15 018</td>
<td>20 048</td>
</tr>
<tr>
<td>Constructions</td>
<td>494 919</td>
<td>370 151</td>
<td>124 767</td>
<td>47 207</td>
</tr>
<tr>
<td>Installations techniques, matériel, outillage</td>
<td>311 958</td>
<td>136 784</td>
<td>175 175</td>
<td>59 462</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres immobilisations corporelles</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Immobilisations en cours</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Avances et acomptes</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Participations par mise en équivalence</td>
<td>75</td>
<td>75</td>
<td>75</td>
<td>75</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres participations</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Créances rattachées à des participations</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres titres immobilisés</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Prêts</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres immobilisations financières</td>
<td>223 897</td>
<td>1 645</td>
<td>222 252</td>
<td>42 628</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>ACTIF IMMOBILISÉ</strong></td>
<td>1 455 463</td>
<td>774 885</td>
<td>680 578</td>
<td>214 757</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>STOCKS ET EN-COURS</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Matières premières, approvisionnements</td>
<td>104 321</td>
<td>14 531</td>
<td>89 790</td>
<td>265 092</td>
</tr>
<tr>
<td>En-cours de production de biens</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>En-cours de production de services</td>
<td>371 328</td>
<td>91 253</td>
<td>280 075</td>
<td>75 626</td>
</tr>
<tr>
<td>Produits intermédiaires et finis</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Marchandises</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Avances et acomptes versés sur commandes</td>
<td>69 788</td>
<td>69 788</td>
<td>59 713</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>CREANCES</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Créances clients et comptes rattachés</td>
<td>3 321 055</td>
<td>804 092</td>
<td>2 516 963</td>
<td>1 357 456</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres créances</td>
<td>1 658 655</td>
<td>1 668 655</td>
<td>1 014 856</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>DIVERS</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Valeurs mobilières de placement (dont actions propres)</td>
<td>2 589 778</td>
<td>2 589 778</td>
<td>1 041 907</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>COMPTES DE REGULARISATION</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Charges constatées d'avance</td>
<td>217 808</td>
<td>217 808</td>
<td>116 752</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>ACTIF CIRCULANT</strong></td>
<td>8 332 733</td>
<td>909 876</td>
<td>7 422 857</td>
<td>3 931 403</td>
</tr>
<tr>
<td>Frais d'émission d'emprunts à étaler</td>
<td>539</td>
<td>539</td>
<td>3 487</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Primes de remboursement des obligations</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Ecarts de conversion actif</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL GENERAL</strong></td>
<td>9 788 734</td>
<td>1 684 761</td>
<td>8 103 974</td>
<td>4 149 647</td>
</tr>
</tbody>
</table>
## BILAN PASSIF

<table>
<thead>
<tr>
<th>Rubriques</th>
<th>31/12/2014</th>
<th>31/12/2013</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Capital social ou individuel (dont verse : 124 565)</td>
<td>124 565</td>
<td>95 683</td>
</tr>
<tr>
<td>Primes d'émission, de fusion, d'apport</td>
<td>12 001 391</td>
<td>6 113 599</td>
</tr>
<tr>
<td>Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence : 12 375)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Réserve légale</td>
<td>12 375</td>
<td>6 073</td>
</tr>
<tr>
<td>Réserve statutaires ou contractuelles</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours 5 365)</td>
<td>(5 453 527)</td>
<td>(5 495 787)</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes 5 365)</td>
<td>5 365</td>
<td>5 365</td>
</tr>
<tr>
<td>Report à nouveau</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

| RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) (3 893 023)                     | 42 259     |

Subventions d'investissement
Provisions réglementées

<table>
<thead>
<tr>
<th>CAPITAUX PROPRES</th>
<th>2 797 146</th>
<th>767 192</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Produits des émissions de titres participatifs 517 000</td>
<td>595 000</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Avances conditionnées</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>AUTRES FONDS PROPRES</th>
<th>517 000</th>
<th>595 000</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Provisions pour risques</td>
<td>539</td>
<td>3 487</td>
</tr>
<tr>
<td>Provisions pour charges</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

| PROVISIONS                   | 539        | 3 487     |

<table>
<thead>
<tr>
<th>DETTES FINANCIERES</th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Emprunts obligataires convertibles</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres emprunts obligataires</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit 503 484 91</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs 238 573 305 079</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Avoirs et acomptes reçus sur commandes en cours 36 733</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>DETTES D'EXPLOITATION</th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Dettes fournisseurs et comptes rattachés 1 785 348 823 652</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dettes fiscales et sociales 1 083 130 951 501</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>DETTES DIVERSES</th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés 82 378</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres dettes 109 248 7 894</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>COMPTES DE REGULARISATION</th>
<th></th>
<th></th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Produits constatés d'avance 902 247 695 587</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>DETTES</th>
<th>4 741 141</th>
<th>2 783 803</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Ecart de conversion passif</td>
<td>48 148</td>
<td>165</td>
</tr>
</tbody>
</table>

| TOTAL GENERAL                | 8 103 974  | 4 149 647 |

Page 3 / 26
### COMPTE DE RESULTAT

<table>
<thead>
<tr>
<th>Rubriques</th>
<th>France</th>
<th>Exportation</th>
<th>31/12/2014</th>
<th>31/12/2013</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Ventes de marchandises</td>
<td>1 772 625</td>
<td>4 881 808</td>
<td>6 654 433</td>
<td>5 627 962</td>
</tr>
<tr>
<td>Production vendue de biens</td>
<td>696 928</td>
<td>1 164 647</td>
<td>1 861 574</td>
<td>1 718 916</td>
</tr>
<tr>
<td>CHIFFRES D’AFFAIRES NETS</td>
<td>2 469 551</td>
<td>6 046 456</td>
<td>8 516 007</td>
<td>7 346 879</td>
</tr>
<tr>
<td>Production stockée</td>
<td></td>
<td></td>
<td>207 553</td>
<td>(32 902)</td>
</tr>
<tr>
<td>Production immobilisée</td>
<td></td>
<td></td>
<td>23 987</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Subventions d’exploitation</td>
<td></td>
<td></td>
<td>243 100</td>
<td>291 720</td>
</tr>
<tr>
<td>Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges</td>
<td></td>
<td></td>
<td>228 713</td>
<td>112 615</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres produits</td>
<td>11</td>
<td></td>
<td>765</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>PRODUITS D'EXPLOITATION</strong></td>
<td><strong>9 195 383</strong></td>
<td><strong>7 743 063</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Achats de marchandises (y compris droits de douane)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Variation de stock (marchandises)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)</td>
<td></td>
<td></td>
<td>1 549 458</td>
<td>1 248 468</td>
</tr>
<tr>
<td>Variation de stock (matières premières et approvisionnements)</td>
<td></td>
<td></td>
<td>190 456</td>
<td>40 999</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres achats et charges externes</td>
<td>5 432 748</td>
<td>2 613 085</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Impôts, taxes et versements assimilés</td>
<td>204 423</td>
<td>143 990</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Salaires et traitements</td>
<td>3 449 171</td>
<td>2 530 974</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Charges sociales</td>
<td>1 595 038</td>
<td>1 163 832</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>DOTATIONS D'EXPLOITATION</strong></td>
<td><strong>13 627 080</strong></td>
<td><strong>8 084 343</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Sur immobilisations : dotations aux amortissements</td>
<td></td>
<td></td>
<td>134 266</td>
<td>99 346</td>
</tr>
<tr>
<td>Sur immobilisations : dotations aux dépréciations</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Sur actif circulant : dotations aux dépréciations</td>
<td></td>
<td></td>
<td>909 876</td>
<td>157 893</td>
</tr>
<tr>
<td>Dotations aux provisions</td>
<td>64 711</td>
<td>32 204</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres charges</td>
<td>161 644</td>
<td>65 757</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>CHARGES D'EXPLOITATION</strong></td>
<td><strong>13 627 080</strong></td>
<td><strong>8 084 343</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>RESULTAT D'EXPLOITATION</strong></td>
<td><strong>(4 431 697)</strong></td>
<td><strong>(341 280)</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Produits financiers de participations</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres intérêts et produits assimilés</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>254</td>
</tr>
<tr>
<td>Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges</td>
<td></td>
<td></td>
<td>3 487</td>
<td>4 126</td>
</tr>
<tr>
<td>Différences positives de change</td>
<td>64 711</td>
<td>32 204</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>PRODUITS FINANCIERS</strong></td>
<td><strong>68 198</strong></td>
<td><strong>36 584</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions</td>
<td></td>
<td></td>
<td>2 184</td>
<td>3 487</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérêts et charges assimilées</td>
<td>26 833</td>
<td>1 055</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Différences négatives de change</td>
<td>23 481</td>
<td>26 588</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>CHARGES FINANCIERES</strong></td>
<td><strong>52 498</strong></td>
<td><strong>31 130</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>RESULTAT FINANCIER</strong></td>
<td><strong>15 700</strong></td>
<td><strong>5 454</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</strong></td>
<td><strong>(4 415 997)</strong></td>
<td><strong>(335 826)</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Rubriques</td>
<td>31/12/2014</td>
<td>31/12/2013</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>--------------------------------------------------------------------------</td>
<td>------------</td>
<td>------------</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Produits exceptionnels sur opérations de gestion</td>
<td>1 375</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Produits exceptionnels sur opérations en capital</td>
<td>15 937</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>PRODUITS EXCEPTIONNELS</strong></td>
<td>17 312</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Charges exceptionnelles sur opérations de gestion</td>
<td>395</td>
<td>281</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Charges exceptionnelles sur opérations en capital</td>
<td>53 731</td>
<td>131</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>CHARGES EXCEPTIONNELLES</strong></td>
<td>54 126</td>
<td>412</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>RESULTAT EXCEPTIONNEL</strong></td>
<td>(36 814)</td>
<td>(412)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Participation des salariés aux résultats de l'entreprise</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Impôts sur les bénéfices</td>
<td>(559 788)</td>
<td>(378 498)</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL DES PRODUITS</strong></td>
<td>9 280 893</td>
<td>7 779 647</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL DES CHARGES</strong></td>
<td>13 173 916</td>
<td>7 737 387</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>BENEFICE OU PERTE</strong></td>
<td>(3 893 023)</td>
<td>42 259</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
### MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES

<table>
<thead>
<tr>
<th>Libellé</th>
<th>Ouverture de l'exercice</th>
<th>Augmentation</th>
<th>Diminution</th>
<th>Clôture de la période</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Capital souscrit-appelé-versé</td>
<td>95 683</td>
<td>28 882</td>
<td></td>
<td>124 565</td>
</tr>
<tr>
<td>Primes d'émission</td>
<td>6 112 649</td>
<td>6 870 374</td>
<td>982 743</td>
<td>12 000 281</td>
</tr>
<tr>
<td>Bons de souscriptions d'actions</td>
<td>950</td>
<td>160</td>
<td></td>
<td>1 110</td>
</tr>
<tr>
<td>Réserve légale</td>
<td>6 073</td>
<td>6 303</td>
<td></td>
<td>12 375</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres réserves</td>
<td>5 365</td>
<td></td>
<td></td>
<td>5 365</td>
</tr>
<tr>
<td>Report à nouveau</td>
<td>-5 495 787</td>
<td>42 259</td>
<td></td>
<td>-5 453 527</td>
</tr>
<tr>
<td>Résultat de l'ex précédent</td>
<td>42 259</td>
<td></td>
<td></td>
<td>42 259</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total avant résultat</strong></td>
<td>767 192</td>
<td>6 947 978</td>
<td>1 025 002</td>
<td>6 690 168</td>
</tr>
<tr>
<td>Résultat de la période</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>-3 893 023</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL APRES RESULTAT</strong></td>
<td>767 192</td>
<td>6 947 978</td>
<td>1 025 002</td>
<td>2 797 146</td>
</tr>
</tbody>
</table>
## TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

<table>
<thead>
<tr>
<th>Flux de trésorerie liés à l’activité</th>
<th>31/12/2014</th>
<th>31/12/2013</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Résultat Net</td>
<td>(3 893 023)</td>
<td>42 259</td>
</tr>
<tr>
<td>+ Dotation aux amortissements et aux provisions nettes des reprises (à l'exclusion des provisions sur actif circulant)</td>
<td>132 963</td>
<td>98 707</td>
</tr>
<tr>
<td>- Transferts de charges au compte de charge à répartir</td>
<td>37 794</td>
<td>131</td>
</tr>
<tr>
<td>- Plus value de cession, nettes d'impôts</td>
<td>37 794</td>
<td>131</td>
</tr>
</tbody>
</table>

= Marge brute d'autofinancement (3 722 265) 141 097

- Variation des Stocks (29 147) 97 120
- Variation des Créances d'exploitation (1 269 895) (636 206)
  + Variation des dettes d'exploitation 1 370 368 909 659
- Variation des autres créances liées à l'activité (553 064) (354 403)
  + Variation des autres dettes liées à l'activité 44 889 1 681

### Flux net de trésorerie généré par l'activité

(4 159 115) 158 948

### Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement

<table>
<thead>
<tr>
<th>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</th>
<th>31/12/2014</th>
<th>31/12/2013</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>- Acquisitions d'immobilisations incorporelles</td>
<td>(132 730)</td>
<td>(18 572)</td>
</tr>
<tr>
<td>- Acquisitions d'immobilisations corporelles</td>
<td>(292 446)</td>
<td>(87 745)</td>
</tr>
<tr>
<td>- Acquisitions d'immobilisations financières</td>
<td>(214 349)</td>
<td>(75)</td>
</tr>
<tr>
<td>+ Cessions d'actifs immobilisés non financier</td>
<td>552</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>+ Cessions d'immobilisations financières</td>
<td>-</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>+/- Variation des dettes &amp; créances relatifs aux filiales et participations</td>
<td>81 727</td>
<td>11 472</td>
</tr>
<tr>
<td>+/- Variation des dettes &amp; créances relatifs aux immobilisations incorporelles et corporelles</td>
<td>58 978</td>
<td>21 671</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement

(497 820) (72 699)

### Flux de trésorerie liés aux opérations de financement

<table>
<thead>
<tr>
<th>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</th>
<th>31/12/2014</th>
<th>31/12/2013</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>+ Augmentations de capital en numéraire</td>
<td>5 834 447</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Réduction de capital</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Dividendes versés</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>+ Emission d'emprunts</td>
<td>500 000</td>
<td>400 000</td>
</tr>
<tr>
<td>- Remboursements d'emprunts</td>
<td>(55 034)</td>
<td>(86 838)</td>
</tr>
<tr>
<td>- Remboursements d'avances</td>
<td>(78 000)</td>
<td>(65 000)</td>
</tr>
<tr>
<td>+ Subvention d'investissements reçues</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement

6 201 413 248 162

### Variation de trésorerie

<table>
<thead>
<tr>
<th>Variation de trésorerie</th>
<th>31/12/2014</th>
<th>31/12/2013</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Incidence des variations de change</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Trésorerie d'ouverture</td>
<td>1 041 816</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Trésorerie de clôture</td>
<td>2 586 294</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Variation de la trésorerie nette</td>
<td>1 544 478</td>
<td>334 411</td>
</tr>
</tbody>
</table>
ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014

Introduction

Annexe aux comptes annuels, dont le total du bilan est de 8 103 974 euros et dont le chiffre d'affaires est de 8 516 007 euros. Le résultat est une perte de 3 893 023 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2014 au 31/12/2014. Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels. Les comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration qui s'est réuni le 28 avril 2015.

1. Faits caractéristiques

Introduction en Bourse

La société a procédé à une augmentation de capital à hauteur de 6,8 M€ par voie d'émission de 561 478 actions nouvelles en numéraire par voie d'offre au public, après l'exercice intégral de la Clause d'extension et de l'Option de surallocaiton. Les titres de la Société ont été admis aux négociations sur le marché Alternext Paris en date du 3 juin 2014.

En application de la méthode préférentielle, les frais relatifs à l'introduction en Bourse et à l'augmentation de capital corrélatve ont été imputés sur le montant des primes d'émission afférentes à l'augmentation. Les frais d'émission ont été imputés hors effet d'impôts dans les capitaux propres pour un montant de 976 K€.

Les fonds recueillis sont destinés à permettre à la Société de poursuivre son activité, et à lui fournir des moyens supplémentaires pour financer la mise en œuvre de sa stratégie, et plus particulièrement :

- Poursuivre le renforcement des équipes commerciales et marketing et augmenter ses implantations à l'étranger afin d'étendre le rayonnement international
- Maintenir la capacité d'innovation pour conserver une avance technologique
- Réaliser des acquisitions sélectives de briques technologiques et/ ou d'expertises techniques permettant de soutenir les efforts de R&D

Les frais directement liés à l'introduction en bourse ont été imputés sur la prime d'émission pour un total de 976 440 euros ; ils se répartissent en trois catégories :
- Finance : 568 924 euros
- Juridique et audit : 215 632 euros
- Marketing et communication : 191 884 euros

Dans le cadre de cette introduction, Anevia a conclu un contrat de liquidité d'un montant de 150 K€ avec la société Gilbert Dupont, dans lequel Anevia donne mandat à Gilbert Dupont d'intervenir pour son compte sur le Marché en vue de favoriser la liquidité de transactions et la régularité des cessions des Titres.

Au 31 décembre, figuraient au compte de liquidité 7.248 titres Anevia d'une valeur brute de 81 K€ et un solde en espèces de 31 K€.
Événements importants survenus depuis le 31 décembre 2014

Le Conseil d'Administration d'Anevia, réuni en date du 3 avril 2015, a pris acte de la démission de Tristan Leteurtre de ses fonctions de Président Exécutif. Il restera administrateur de la Société. Concomitamment, Laurent Lafarge a été nommé Président Directeur Général.

2. **Principes, règles et méthodes comptables**

**Généralités sur les règles comptables**


Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :
- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des Comptes Annuels.

**Permanence des méthodes**

Les méthodes d'évaluation retenues n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

**Continuité d'exploitation**

Les comptes de l'exercice 2014 ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation. En effet, les prévisions de trésorerie établies pour les douze prochains mois font apparaître une situation de trésorerie positive. Elles tiennent notamment compte des éléments suivants :
- La trésorerie disponible au 31 décembre 2014 s'élève à 2 586 K€
- Hypothèse d'encaissement du CIR 2014 en juin 2015 pour 537 K€
- Hypothèse d'encaissement de prêts auprès de BPI France au cours du troisième trimestre 2015 à hauteur de 1 500 K€

Si ces hypothèses venaient à ne pas se réaliser, il en résulterait une incertitude sur le principe de continuité d'exploitation retenu pour l'établissement des comptes dans la mesure où la société pourrait en conséquence ne pas être en mesure d'acquitter ses dettes et réaliser ses actifs dans le cadre normal de son activité. Le principe de continuité d'exploitation retenu dans le cadre de l'arrêté au 31 décembre 2014 pourrait alors se révéler inapproprié.

La société étudie en parallèle la mise en place d'autres moyens de financement externes pour satisfaire ses besoins de trésorerie.
Recours à des estimations

Pour établir ces informations financières, la Direction de la société doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes. La direction de la société procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figurent dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes. Les principales estimations faites par la direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels et incorporels, les créances clients, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel.

Frais de recherche et développement

L'entreprise a opté depuis sa création pour la comptabilisation en charges des frais de recherches et développements. Pour l'exercice 2014, le montant des frais de recherche et développement comptabilisé en charges s'élève à 1 726 K€.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (frais d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production. Les intérêts des emprunts nécessaires à l'acquisition de ces immobilisations ne sont pas pris en compte dans la détermination du coût d'acquisition.

Immobilisations financières

Les titres de participation sont comptabilisés à leur valeur d'achat ou création. Une dépréciation des immobilisations financières est constituée lorsque la valeur recouvrable de ces titres est inférieure à la valeur comptable.

La valeur recouvrable est appréciée, pour les titres de participation, sur la base de la situation nette comptable à la clôture.

Les participations financières apparaissent au bilan pour une valeur brute de 75 euros et correspondent à la création fin 2013 des filiales « Anevia Inc » immatriculée aux États Unis et « Anevia (Asia Pacific) Pte Ltd » immatriculée à Singapour, et ne sont pas dépréciées au 31 décembre 2014, en l'absence d'indice de perte de valeur.

Actions propres et contrat de liquidité

La Société a confié à la société de Bourse Gilbert Dupont la mise en œuvre d'un contrat de liquidité d'un montant de 150 K€. A la date de signature du contrat, les sommes remises à la société de Bourse ont été comptabilisées en « Autres créances immobilisées » pour tenir compte de leur indisponibilité.

Les actions propres acquises sont inscrites dans les comptes de la société en « Actions propres ».

Les plus et moins-values de chaque opération sont enregistrées au compte de résultat, sans possibilité de compensation. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur d'inventaire, constituée par le cours moyen de bourse du dernier mois avant la clôture de l'exercice, est inférieure à la valeur historique.
Stocks

Les stocks de matières premières sont essentiellement constitués de serveurs neufs et de pièces détachées et sont évalués au prix d'achat hors taxes, selon la méthode du « premier entré - premier sorti ».

Les produits finis correspondent principalement à des serveurs montés et testés et sont évalués au coût de revient.

Le cas échéant, des provisions pour dépréciation sont constituées au cas par cas, lorsque la valeur nette de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente est inférieure à la valeur comptable.

 Créances clients

Les créances clients sont constatées lors du transfert des risques et avantages aux clients. Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale. Une dépréciation est enregistrée lorsque leur valeur d'inventaire, fondée sur la probabilité de leur recouvrement, est inférieure à la valeur nominale.

 Affacturage

La société a signé un contrat d'affacturage avec la société Cofacredit en 2012. Dans la mesure où Anevia dispose d'un droit de tirage sur le factor pour un montant égal à celui de la créance hors retenue de garantie et commissions, la réserve disponible a été comptabilisée en disponibilités. Le fonds de garantie et la réserve indisponible sont comptabilisés en Autres Créances.

 Dépréciation d'actifs

Les immobilisations doivent être soumises à des tests de perte de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Pour apprécier la présence d'un indice de perte de valeur, l'entreprise considère les indices externes et internes suivants :

 Indices externes :
- Une diminution de la valeur de marché de l'actif supérieure à l'effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif ;
- Des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, intervenus, au cours de l'exercice ou dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu.

 Indices internes :
- Existence d'un indice d'obsolescence ou de dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement ;
- Des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif ;
- Des performances de l'actif inférieures aux prévisions ;
- Une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle. La valeur nette comptable d'une immobilisation correspond à sa valeur brute diminuée, pour les immobilisations amortissables, des amortissements cumulés et des dépréciations. La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité du bien pour la société. Elle résulte de la comparaison entre la valeur vénale et la valeur d'usage. La valeur vénale correspond au montant qui pourrait être obtenu, à la date de la clôture, de la vente de l'actif lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net des coûts de sortie.
Disponibilités en euros

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Disponibilités en devises

Les liquidités immédiates en devises ont été converties en euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion ont été directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

Les charges ou produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les créances, disponibilités et dettes en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d’exercice.

Capitaux propres

En application de la méthode préférentielle, les frais relatifs à l'introduction en Bourse et l'augmentation de capital corrélative ont été imputés sur le montant des primes d'émission afférentes à l'augmentation.

Provisions pour risques et charges

Une provision est constituée lorsqu'il existe une obligation actuelle résultant d'événements passés à l'égard d'un tiers qui provoquera de manière certaine ou probable une sortie de ressources estimable de façon fiable au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Les provisions sont évaluées en fonction de la meilleure estimation des dépenses prévisibles.

Il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en cours ou dont elle est menacée) qui pourrait avoir ou a eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société.

Avances conditionnées

La société bénéficie depuis 2013 d’avances remboursables conditionnées de la part d’OSEO, qui sont présentées en Autres Fonds Propres.

Reconnaissance du chiffre d’affaires

Le chiffre d’affaires est reconnu lorsque les risques et avantages du produit ou du service sont transférés au client. En pratique, le transfert des risques et avantages dépend des types de produits et/ou services prévus aux contrats :
- Les ventes de licences sont reconnues lors de la mise à disposition
- Le chiffre d'affaires lié aux prestations de maintenance est étalé sur la durée du contrat au prorata temporis
- Le chiffre d'affaires généré par les Prestations annexes et prestations de conseil est reconnu selon la méthode à l’avancement par les coûts

Subventions d'exploitation reçues (FUI)

Anevia a contractualisé en 2012 un accord de subvention FUI (Fonds Unique Interministériel) remportée par le Pôle de compétitivité « Cap Digital » dans le cadre du projet « Austral ». La durée du projet s'est étendue du 1er mars 2012 au 31 octobre 2014.
Le produit de la subvention a été étalé sur la durée du projet (32 mois). La part de subvention non encore versée est comptabilisée en produit à recevoir.

Crédit d’impôt recherche

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel et qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt au titre de leurs activités de recherche. Le crédit d'impôt est calculé par année civile et s'imeute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de
La recherche ont été engagées. L'entreprise ne payant pas d'impôt sur les sociétés demande le remboursement du crédit impôt recherche. Le crédit d'impôt recherche est comptabilisé en diminution du poste « Impôts sur les bénéfices ».

**Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)**

Un produit à recevoir au titre du CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement des charges de rémunération payées dans l'exercice.

Option retenue sur la présentation dans les états financiers : le CICE est comptabilisé en impôt négatif en diminution de l'IS, comme les autres crédits d'impôt.

Ce crédit d'impôt a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité, à travers notamment des efforts en matière de recherche, d'innovation, et de prospection de nouveaux marchés.
3. **Immobiliisations**

Mouvement des immobilisations brutes

<table>
<thead>
<tr>
<th>Désignation</th>
<th>Valeurs brutes début exercice</th>
<th>Mouvements de l'exercice</th>
<th>Valeurs brutes fin exercice</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Acquisitions</td>
<td>Transfert</td>
<td>Cessions Virt, Rebus</td>
</tr>
<tr>
<td>Immobilisations incorporelles</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Frais d'établissement et de développement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Autres postes d'immobilisations incorporelles</td>
<td>242 272</td>
<td>24 432</td>
<td>586</td>
</tr>
<tr>
<td>- Immobilisations incorporelles en cours</td>
<td>4 712</td>
<td>108 299</td>
<td>4 712</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>246 984</td>
<td>132 730</td>
<td>5 298</td>
</tr>
<tr>
<td>Immobilisations corporelles</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Terrains</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Constructions</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- sur sol propre</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- sur sol d'autrui</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- installation agencement aménag.</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Installations techniques, matériel et outillage industriels</td>
<td>368 144</td>
<td>126 774</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Autres immobilisations corporelles</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- instal, agencements, aménagements divers</td>
<td>33 168</td>
<td>24 577</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- matériel de transport</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- matériel de bureau et informatique</td>
<td>137 919</td>
<td>141 095</td>
<td>24 801</td>
</tr>
<tr>
<td>- emballages récupérables, divers</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Immobilisations en cours</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Avances et acomptes</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>589 429</td>
<td>292 446</td>
<td>24 801</td>
</tr>
<tr>
<td>Immobilisations financières</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Participations évaluées par mise en équivalence</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Autres participations</td>
<td>75</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Autres titres immobilisés</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Prêts et autres immobilisations financières</td>
<td>42 628</td>
<td>1 494 089</td>
<td>1 312 820</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>42 703</td>
<td>1 494 089</td>
<td>1 312 820</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total général</strong></td>
<td>879 116</td>
<td>1 919 265</td>
<td>1 342 918</td>
</tr>
</tbody>
</table>

L'augmentation sur l'exercice des immobilisations incorporelles en cours correspond aux frais d'implémentation du progiciel SAP. L'amortissement démarrera à la date de mise en production qui est prévue début 2015.
### Mouvements des amortissements

<table>
<thead>
<tr>
<th>Désignation</th>
<th>Amortissements début exercice</th>
<th>Mouvements de l'exercice</th>
<th>Amortissements fin exercice</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Dotation</td>
<td>Diminution</td>
<td>Total</td>
</tr>
<tr>
<td>Immobilisations incorporelles</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Frais d'établissement et de développement</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Autres postes d'immobilisations incorporelles</td>
<td>201 666</td>
<td>30 045</td>
<td>586</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>201 666</td>
<td>30 045</td>
<td>586</td>
</tr>
<tr>
<td>Immobilisations corporelles</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Terrains</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Constructions</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>. sur sol propre</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>. sur sol d'autrui</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>. installation agencement aménag.</td>
<td>30 150</td>
<td>5 029</td>
<td>35 179</td>
</tr>
<tr>
<td>- Installations techniques, matériel et outillage industriels</td>
<td>320 938</td>
<td>49 214</td>
<td>370 152</td>
</tr>
<tr>
<td>- Autres immobilisations corporelles</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>. instal. agencements, aménagements divers</td>
<td>30 610</td>
<td>5 135</td>
<td>35 745</td>
</tr>
<tr>
<td>. matériel de transport</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>. matériel de bureau</td>
<td>80 996</td>
<td>44 843</td>
<td>24 801</td>
</tr>
<tr>
<td>. emballages récupérables, divers</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>462 694</td>
<td>104 221</td>
<td>24 801</td>
</tr>
<tr>
<td>Immobilisations financières</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Participations évaluées par mise en équivalence</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Autres participations</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Autres titres immobilisés</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Prêts et autres immobilisations financières</td>
<td>1 645</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>1 645</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total général</strong></td>
<td>664 360</td>
<td>135 911</td>
<td>25 387</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Une dépréciation a été comptabilisée à la clôture sur les actions propres pour un montant de 1 645 €, correspondant à la différence entre la valeur d’inventaire, constituée par le cours moyen de bourse du dernier mois avant la clôture de l’exercice et la valeur historique.
Modes et durées d’amortissement

<table>
<thead>
<tr>
<th>Désignation</th>
<th>Modes</th>
<th>Durées</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Immobilisations incorporelles</td>
<td>Linéaire</td>
<td>2 à 5 ans</td>
</tr>
<tr>
<td>- Frais d’établissement</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Autres immobilisations incorporelles</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Fonds commercial</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Concessions, brevets et droits similaires</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Frais de développement</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Immobilisations corporelles</td>
<td>Linéaire</td>
<td>5 à 10 ans</td>
</tr>
<tr>
<td>- Terrains</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Constructions</td>
<td>Linéaire</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Installations techniques, matériels et outillages</td>
<td>Linéaire</td>
<td>2 à 5 ans</td>
</tr>
<tr>
<td>- Autres immobilisations corporelles</td>
<td>Linéaire</td>
<td>2 à 5 ans</td>
</tr>
<tr>
<td>. Instal, agencements, aménagements divers</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>. Matériel de transport</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>. Matériel de bureau et informatique</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>. Emballages récupérables, divers</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Echéances des immobilisations financières

<table>
<thead>
<tr>
<th>Désignation</th>
<th>A moins d’un an</th>
<th>A plus d’un an</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Titres de participations</td>
<td></td>
<td>75</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres immobilisations financières</td>
<td></td>
<td>223 897</td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>0</td>
<td>223 897</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Les immobilisations financières sont constituées de titres des filiales pour 75 euros, de dépôts de garantie pour 111 691 euros, et d’un contrat de liquidité pour 112 206 euros.

Ce contrat se répartit ainsi au 31/12/2014 :
- Liquidités : 31 246 euros
- Actions propres : 80 960 euros

Variation des actions propres

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nombre d’actions propres</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>détenues au 01/01/14</td>
</tr>
<tr>
<td>acquises au cours de la période</td>
</tr>
<tr>
<td>vendues au cours de la période</td>
</tr>
<tr>
<td>détenues au 31/12/14</td>
</tr>
</tbody>
</table>
4. **Stocks**

La provision pour dépréciation comptabilisée s’élève à 105 784 euros au 31 décembre 2014.

5. **Créances**

**Echéance des créances**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Etat des créances</th>
<th>Montant brut</th>
<th>A 1an au plus</th>
<th>A plus d’un an</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Créances rattachées à des participations</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Prêts (1) (2)</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres immobilisations financières</td>
<td>223 897</td>
<td></td>
<td>223 897</td>
</tr>
<tr>
<td>Clients douteux ou litigieux</td>
<td>804 092</td>
<td>804 092</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres créances clients</td>
<td>2 516 963</td>
<td>2 516 963</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Créance représentative de titres</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>prêts ou remis en garantie</td>
<td></td>
<td>Provision pour dépréciation</td>
<td>intérieurement constituée</td>
</tr>
<tr>
<td>Personnel et comptes rattachés</td>
<td>896</td>
<td>896</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Sécurité sociale et autres organismes sociaux</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Impôts sur les bénéfices</td>
<td>560 807</td>
<td>560 807</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Taxe sur la valeur ajoutée</td>
<td>208 227</td>
<td>208 227</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres impôts, taxes et versements assimilés</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Divers</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Groupe et associés (2)</td>
<td>88 688</td>
<td>88 688</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)</td>
<td>800 037</td>
<td>800 037</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Charges constatées d’avance</td>
<td>217 808</td>
<td>217 808</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Totaux**  
5 421 414  
5 197 517  
223 897

(1) Montants des \( \text{- Prêts accordés en cours d'exercice} \)
(2) Montants des \( \text{- Remboursements obtenus en cours d'exercice} \)
(2) Prêt et avances consentis aux associés (personnes physiques)

6. **Affecturation**

Le montant des créances cédées s’élève à 1 106 212 euros au 31 décembre 2014.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Désignation</th>
<th>Affectation comptable</th>
<th>Montant</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Fonds de garantie</td>
<td>Autres créances</td>
<td>151 975</td>
</tr>
<tr>
<td>Réserve indisponible</td>
<td>Autres créances</td>
<td>234 014</td>
</tr>
<tr>
<td>Réserve disponible</td>
<td>Disponibilités</td>
<td>762 384</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Total**  
1 148 373
7. **Comptes de régularisation actif**

Détail des charges constatées d'avance

<table>
<thead>
<tr>
<th>Désignation</th>
<th>Période du au</th>
<th>Exploitation</th>
<th>Financier</th>
<th>Exceptionnel</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Ch. constatées d'avance - Frais généraux</td>
<td>01/01/2015 - 31/12/2015</td>
<td>177 666</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Ch. constatées d'avance - Production</td>
<td>01/01/2015 - 31/12/2015</td>
<td>40 142</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td></td>
<td><strong>217 808</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

8. **Capitaux propres**

Composition du capital social

<table>
<thead>
<tr>
<th>Différentes catégories de titres</th>
<th>Valeur nominale</th>
<th>Nombre de titres</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td></td>
<td>Au début de l'exercice</td>
<td>En fin d'exercice</td>
</tr>
<tr>
<td>Actions ordinaires avant introduction</td>
<td>1</td>
<td>95 683</td>
</tr>
<tr>
<td>Actions ordinaires après introduction</td>
<td>0,05</td>
<td>1 913 660</td>
</tr>
</tbody>
</table>

(1) Données sur les actions créées lors de l'introduction en bourse et les actions créées à l'occasion de l'exercice de BSA et BSPCE

**Bons de souscription d'actions**

La Société a émis 47.000 bons de souscription d'actions (BSA) encore exerçables, selon les modalités suivantes :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Description</th>
<th>BSA 3</th>
<th>BSA 4</th>
<th>BSA 5</th>
<th>BSA 6</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Date d'émission</td>
<td>29 juin 2010</td>
<td>27 juin 2011</td>
<td>20 septembre 2013</td>
<td>14 octobre 2014</td>
</tr>
<tr>
<td>Nombre de BSA encore exerçables</td>
<td>1 500</td>
<td>500</td>
<td>600</td>
<td>44 400</td>
</tr>
<tr>
<td>Date limite d'exercice</td>
<td>29 juin 2020</td>
<td>27 juin 2021</td>
<td>20 septembre 2023</td>
<td>30 décembre 2023</td>
</tr>
<tr>
<td>Prix de souscription par BSA</td>
<td>0,10€</td>
<td>0,10€</td>
<td>0,10€</td>
<td>0,61€</td>
</tr>
<tr>
<td>Prix d'exercice par action</td>
<td>146€</td>
<td>146€</td>
<td>146€</td>
<td>12,13€</td>
</tr>
<tr>
<td>Conditions de vesting</td>
<td>100% à compter du 29/06/2013</td>
<td>100% à compter du 27/06/2014</td>
<td>50% jusqu’au 31/12/2015</td>
<td>1/12 par trimestre à partir 14/10/2014</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td>75% entre le 01/01/2015 et le 31/12/2016</td>
<td>100% à partir du 15/10/21</td>
</tr>
<tr>
<td>Ratio d'exercice après introduction</td>
<td>20 actions ordinaires par BSA 3</td>
<td>20 actions ordinaires par BSA 4</td>
<td>20 actions ordinaires par BSA 5</td>
<td>1 action ordinaire par BSA 6</td>
</tr>
</tbody>
</table>
Bons de souscription de parts de créateurs d’entreprise

La Société a émis 58.090 bons de souscription de parts de créateurs d’entreprise (BSPCE) encore exerçables, selon les modalités suivantes :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Descriptions</th>
<th>BSPCE 2011</th>
<th>BSPCE 2013</th>
<th>BSPCE 2014</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Date de l’assemblée d’autorisation</td>
<td>27 juin 2011</td>
<td>28 juin 2013</td>
<td>17 avril 2014</td>
</tr>
<tr>
<td>Date du Conseil d’administration d’attribution</td>
<td>27 juin 2011</td>
<td>5 juillet 2013</td>
<td>14 octobre 2014</td>
</tr>
<tr>
<td>Nombre de BSPCE attribués et encore exerçables</td>
<td>780</td>
<td>2.050</td>
<td>55.260</td>
</tr>
<tr>
<td>Conditions de vesting</td>
<td>100%(^{(1)})</td>
<td>50%(^{(2)})</td>
<td>1/12 par trimestre à partir du 14/10/2014</td>
</tr>
<tr>
<td>Date limite d’exercice</td>
<td>1er janvier 2021</td>
<td>31 décembre 2022</td>
<td>14 octobre 2019</td>
</tr>
<tr>
<td>Prix d’exercice par action</td>
<td>146€ par action</td>
<td>146€ par action</td>
<td>12,13€ par action</td>
</tr>
<tr>
<td>Ratio d’exercice après introduction</td>
<td>20 actions ordinaires par BSPCE</td>
<td>20 actions ordinaires par BSPCE</td>
<td>1 action ordinaire par BSPCE</td>
</tr>
</tbody>
</table>

(1) 100% des BSPCE 2011 deviendront immédiatement exerçables à compter du 1er janvier 2015, si le bénéficiaire concerné est encore en fonction dans la Société à cette date.

(2) Pour la période courant du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2016, les BSPCE 2013 attribués sont exerçables à concurrence d’un nombre égal au nombre total de BSPCE 2013 attribués au bénéficiaire concerné, multiplié par le nombre de semestres écoutés depuis le 1er janvier 2013, et divisé par huit. 100% des BSPCE 2013 deviendront immédiatement exerçables à compter du 1er janvier 2017, si le bénéficiaire concerné est encore en fonction dans la Société à cette date.

(3) Pour la période courant du 14 octobre 2014 au 14 octobre 2017, les BSPCE 2014 attribués sont exerçables à concurrence d’un nombre égal au nombre total de BSPCE 2014 attribués au bénéficiaire concerné, multiplié par le nombre de semestres écoutés depuis le 14 octobre 2014, et divisé par douze. 100% des BSPCE 2014 deviendront immédiatement exerçables à compter du 15 octobre 2017, si le bénéficiaire concerné est encore en fonction dans la Société à cette date.

9. Autres fonds propres

Echéances des autres fonds propres

<table>
<thead>
<tr>
<th>Etat des dettes</th>
<th>Reste dû</th>
<th>A 1 an au plus</th>
<th>A plus d’un an 5 ans au plus</th>
<th>A plus de 5 ans</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Emprunts et dettes assortis de conditions particulières</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- Avances conditionnées - OSEO</td>
<td>517 000</td>
<td>117 000</td>
<td>400 000</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Total</td>
<td>517 000</td>
<td>117 000</td>
<td>400 000</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
10. **Provisions pour risques et charges**

Une provision pour perte de change relative principalement à des créances clients et dettes fournisseurs libellées en Dollar américain est comptabilisée pour 539 euros.

Il n’existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d’arbitrage (y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en cours ou dont elle est menacée) qui pourrait avoir ou a eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société.

11. **Dettes**

**Échéance des dettes**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Etat des dettes</th>
<th>Montant brut</th>
<th>A 1 an au plus</th>
<th>A plus d’un an</th>
<th>A plus de 5 ans</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Emprunts obligataires convertibles</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres emprunts obligataires</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à 1 an max à l’origine</td>
<td>3484</td>
<td>3484</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>à plus d’1 an à l’origine</td>
<td>500 000</td>
<td></td>
<td>400 000</td>
<td>100 000</td>
</tr>
<tr>
<td>Emprunts et dettes financières divers (1) &amp; (2)</td>
<td>238 573</td>
<td>51 005</td>
<td>187 568</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Fournisseurs et comptes rattachés</td>
<td>1 785 348</td>
<td>1 785 348</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Personnel et comptes rattachés</td>
<td>456 333</td>
<td>456 333</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Sécurité sociale et autres organismes sociaux</td>
<td>490 003</td>
<td>490 003</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Impôts sur les bénéfices</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Taxe sur la valeur ajoutée</td>
<td>16 182</td>
<td>16 182</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Obligations cautionnées</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres impôts, taxes et assimilés</td>
<td>120 612</td>
<td>120 612</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</td>
<td>82 378</td>
<td>82 378</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Groupe et associés (2)</td>
<td>93 198</td>
<td>93 198</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Autres dettes</td>
<td>16 050</td>
<td>16 050</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie</td>
<td>902 247</td>
<td>747 119</td>
<td>117 805</td>
<td>37 323</td>
</tr>
<tr>
<td>Produits constatés d’avance</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Totaux</strong></td>
<td><strong>4 704 408</strong></td>
<td><strong>3 861 712</strong></td>
<td><strong>705 373</strong></td>
<td><strong>137 323</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

(1) Avances non conditionnées

(2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés physiques

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à 1 an max à l’origine correspondent aux soldes créditeurs de banque.
Mouvements des avances conditionnées et emprunts

<table>
<thead>
<tr>
<th>État des dettes</th>
<th>Au début de l'exercice</th>
<th>Souscription</th>
<th>Remboursement</th>
<th>En fin de l'exercice</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Avances conditionnées</td>
<td>595 000</td>
<td>0</td>
<td>78 000</td>
<td>517 000</td>
</tr>
<tr>
<td>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</td>
<td>0</td>
<td>500 000</td>
<td></td>
<td>500 000</td>
</tr>
<tr>
<td>Emprunts et dettes financières divers</td>
<td>293 607</td>
<td></td>
<td>55 034</td>
<td>238 573</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>888 607</strong></td>
<td><strong>500 000</strong></td>
<td><strong>133 034</strong></td>
<td><strong>1 255 573</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le 7 mars 2014, Anevia a reçu 500 000 euros au titre d’un emprunt innovation auprès de la BPI, au taux de 5.59% majoré ou minoré de la variation du TME, et à échéance 31/12/2020.

12. Comptes de régularisation passif

La quote-part non échue ces contrats de maintenance de plus d’un an est comptabilisée en produits constatés d’avance.

Détail des produits constatés d’avance

<table>
<thead>
<tr>
<th>Désignation</th>
<th>Période du</th>
<th>Période au</th>
<th>Exploitation</th>
<th>Financier</th>
<th>Exceptionnel</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Pdts const. d’avance - Maintenance</td>
<td>01/01/2015</td>
<td>31/12/2021</td>
<td>875 160</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Pdts const. d’avance - Autres</td>
<td>01/01/2015</td>
<td>31/12/2015</td>
<td>27 087</td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td></td>
<td></td>
<td><strong>902 247</strong></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

13. Impôt sur les bénéfices

La société ne comptabilise pas de charge d’impôt courant car elle bénéficie de déficits ordinaires de 8 541 683 euros liés aux pertes fiscales réalisées au cours d’exercices antérieurs.

Au 31 décembre 2014, les créances et dettes d’impôt se détaillent comme suit :
- Dette d’impôt exigible : 0 €
- Créance CIR : 537 247 € (au titre de l’exercice 2014)
- Créance CICE : 22 541 € (au titre de l’exercice 2014)

14. Autres informations

Détail des produits à recevoir

<table>
<thead>
<tr>
<th>Désignation</th>
<th>Montant</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Clients - Factures à établir</td>
<td>407 146</td>
</tr>
<tr>
<td>Etat - Produits à recevoir</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Divers - Produits à recevoir (1)</td>
<td>389 048</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>796 194</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

(1) Le poste « Divers – Produits à recevoir » correspond à la subvention FUI
**Détail des charges à payer**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Désignation</th>
<th>Montant</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Fournisseurs - FNP</td>
<td>524 874</td>
</tr>
<tr>
<td>Dettes prov. pour congés à payer</td>
<td>231 645</td>
</tr>
<tr>
<td>Personnel - Prov. s/salaire à payer</td>
<td>223 792</td>
</tr>
<tr>
<td>Ch. soc. / provision congés payés</td>
<td>97 749</td>
</tr>
<tr>
<td>Ch. soc. / prov. s/salaires à payer</td>
<td>86 028</td>
</tr>
<tr>
<td>Etat - Charges à payer</td>
<td>120 612</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres charges à payer</td>
<td>1 650</td>
</tr>
<tr>
<td>Intérêts courus à payer</td>
<td>2 028</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>1 289 378</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Provisions et dépréciations**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nature des provisions</th>
<th>Montant au début de l'exercice</th>
<th>Augmentations : Dotations de l'exercice</th>
<th>Diminutions : Reprises de l'exercice</th>
<th>Montant à la fin de l'exercice</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Provisions reglementées</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total (I)</strong></td>
<td><strong>0</strong></td>
<td><strong>0</strong></td>
<td><strong>0</strong></td>
<td><strong>0</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>Provisions pour risques et charges</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Provisions pour pertes de change</td>
<td>3 487</td>
<td>539</td>
<td>3 487</td>
<td>539</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total (II)</strong></td>
<td><strong>3 487</strong></td>
<td><strong>539</strong></td>
<td><strong>3 487</strong></td>
<td><strong>539</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>Dépréciations</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>sur immobilisations</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- incorporelles</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- corporelles</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- titres de participation</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- autres immobilisations financières</td>
<td>1 645</td>
<td></td>
<td></td>
<td>1 645</td>
</tr>
<tr>
<td>Sur stocks et en cours</td>
<td>117 834</td>
<td>105 784</td>
<td>117 834</td>
<td>105 784</td>
</tr>
<tr>
<td>Sur comptes clients</td>
<td>99 214</td>
<td>804 092</td>
<td>99 214</td>
<td>804 092</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres dépréciations</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total (III)</strong></td>
<td><strong>217 048</strong></td>
<td><strong>911 521</strong></td>
<td><strong>217 048</strong></td>
<td><strong>911 521</strong></td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total (I+II+III)</strong></td>
<td><strong>220 535</strong></td>
<td><strong>912 060</strong></td>
<td><strong>220 535</strong></td>
<td><strong>912 060</strong></td>
</tr>
<tr>
<td>dont dotations et reprises</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- d'exploitation</td>
<td>909 876</td>
<td></td>
<td>217 048</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- financières</td>
<td>2 184</td>
<td></td>
<td>3 487</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>- exceptionnelles</td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
La direction d’Anevia a initié une dynamique de déploiement à l’international, accentuée au cours du second semestre 2014 sur des marchés de grand export, en particulier sur des pays émergents d’Asie, d’Amérique du Sud et d’Afrique.

La direction d’Anevia a identifié des créances clients qui présentent un risque accru de non recouvrement. En conséquence, il a été décidé d’enregistrer des provisions sur ces créances au titre de l’exercice clos le 31 décembre 2014 pour un montant de 458 K€, portant le montant global des provisions sur créances clients à 804 K€.


La société a réalisé 52 % de son chiffre d’affaires sur le segment de clientèle Télécom et 48 % sur le segment de clientèle Entreprises avec le répartition France/Export suivante :

Chiffre d’Affaires France : 2 469 551 euros
Chiffre d’Affaires Export : 6 046 456 euros

Ventilation du chiffre d’affaires net par nature de prestation

Chiffre d’Affaires Licences : 6 611 776 euros
Chiffre d’Affaires Maintenance : 1 229 869 euros
Chiffre d’Affaires Services : 674 362 euros

Ventilation du chiffre d’affaires net par zones géographiques

<table>
<thead>
<tr>
<th>Désignation</th>
<th>2014</th>
<th>2013</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>France</td>
<td>2 469 551</td>
<td>2 563 020</td>
</tr>
<tr>
<td>EMEA hors France</td>
<td>4 001 751</td>
<td>2 809 492</td>
</tr>
<tr>
<td>AMERIQUES</td>
<td>1 622 077</td>
<td>871 355</td>
</tr>
<tr>
<td>ASIE PACIFIQUE</td>
<td>422 628</td>
<td>1 103 012</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>8 516 007</strong></td>
<td><strong>7 346 879</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Transferts de charges (PCG Art. 531-2/14)

Le montant des transferts de charges s’élève à 11 665 € sur l’exercice 2014.

Détail des produits exceptionnels

<table>
<thead>
<tr>
<th>Désignation</th>
<th>Montant</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Autres produits exceptionnels sur opération de gestion</td>
<td>1 375</td>
</tr>
<tr>
<td>Bonis provenant du rachat par l’entreprise d’actions et obligations émises par elle-même</td>
<td>15 937</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>17 312</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>
Détail des charges exceptionnelles

<table>
<thead>
<tr>
<th>Désignation</th>
<th>Montant</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Autres charges exceptionnelles sur opération de gestion</td>
<td>395</td>
</tr>
<tr>
<td>Malus provenant du rachat par l'entreprise d'actions et obligations émises par elle-même</td>
<td>53 731</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>54 126</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Honoraires des commissaires aux comptes.

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 52 000 €, décomposés de la manière suivante :
- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 52 000 €
- honoraires facturés au titre des prestations de service entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : 0 €

Droit individuel à la formation

Dans le cadre du droit individuel à la formation institué par la loi 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie, au 31/12/2014, le volume d'heures de formation cumulées relatif aux droits acquis et non exercés est de 2 418 heures. Le volume acquis sur l'exercice 2014 s'élève à 538 heures.

Rémunération des organes de direction

La rémunération globale allouée aux mandataires sociaux s'est élevée à 141 329 euros pour l'année 2014 et 135 756 euros pour l'année 2013.

Effectifs

<table>
<thead>
<tr>
<th>Catégorie</th>
<th>Effectif moyen</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Cadres</td>
<td>50</td>
</tr>
<tr>
<td>Employés, techniciens et agents de maîtrise</td>
<td>1</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Liste des filiales et participations

<table>
<thead>
<tr>
<th>Société</th>
<th>Capital (€)</th>
<th>Quote-part du capital détenu en %</th>
<th>Valeur comptable des titres détenu</th>
<th>Chiffre d'affaire du dernier exercice (1)</th>
<th>Résultat net du dernier exercice</th>
<th>Dividendes encaissés par la société</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Anevia Inc.</td>
<td>74</td>
<td>100</td>
<td>brute: 74, nette: 74</td>
<td>356 344</td>
<td>8 339</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Anevia (Asia Pacific) Pte Ltd</td>
<td>1</td>
<td>100</td>
<td>brute: 1, nette: 1</td>
<td>413 308</td>
<td>9 559</td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

(1) Refacturation des charges des filiales majorées d'une marge de 5%
Opérations réalisées avec les entreprises liées

**Immobilisations financières**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Désignation</th>
<th>2014</th>
<th>2013</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Participation Anevia Inc.</td>
<td>74</td>
<td>74</td>
</tr>
<tr>
<td>Participation Anevia (Asia Pacific) Pte Ltd</td>
<td>1</td>
<td>1</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>75</td>
<td>75</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Créances**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Désignation</th>
<th>2014</th>
<th>2013</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Compte courant Anevia Inc.</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Compte courant Anevia (Asia Pacific) Pte Ltd</td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>0</td>
<td>0</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Dettes**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Désignation</th>
<th>2014</th>
<th>2013</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Compte courant Anevia Inc.</td>
<td>-50 073</td>
<td>-74</td>
</tr>
<tr>
<td>Compte courant Anevia (Asia Pacific) Pte Ltd</td>
<td>-43 125</td>
<td>-11 397</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>-93 198</td>
<td>-11 472</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Charges d'exploitation**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Désignation</th>
<th>2014</th>
<th>2013</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Refacturation des charges Anevia Inc</td>
<td>356 344</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Refacturation des charges Anevia (Asia Pacific) Pte Ltd</td>
<td>413 308</td>
<td>69 406</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td>769 652</td>
<td>69 406</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Information sur les parties liées**

Les transactions avec les parties liées conclues ou ayant été poursuivies au cours de la période ont été conclues à des conditions normales de marché.

**Engagements hors bilan**

**Avals et cautions**

Néant.

Montant des effets à payer et des effets remis à l'escompte et à l'encaissement:

Néant
Engagements en matière de pensions et de retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.
Les indemnités de départ à la retraite sont calculées sur la base d'un départ à la retraite à 65 ans pour tous les salariés, d'un taux d'actualisation de 1,66% aligné sur le rendement estimé des obligations de bonne signature (OAT), d'un turnover basé sur l'expérience de l'entreprise, d'un taux de survie déduit des tables de survie Hommes/Femmes et d'un taux de charges sociales moyen de 44%. Les droits en mois de salaires découlent de l'application de la convention des bureaux d'études techniques, des cabinets d'ingénieurs-conseils et des sociétés de conseils du 15 décembre 1987. Le montant de l'engagement calculé représente 20 369 €. Cet engagement ne fait pas l'objet d'une provision dans les états financiers au 31 décembre 2014 et constitue un engagement hors bilan.

Affecturage
Le montant des créances cédées à la clôture de l'exercice s'élève à 1 106 212 euros.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Source Entity Name</th>
<th>Source Entity Type</th>
<th>Target Entity Name</th>
<th>Target Entity Type</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>28238 Anevia_Annexes_31-12-2014_V5=Def</td>
<td>Word Working Paper</td>
<td>30401 Questionnaire_de_revue_indépendante_du_dossier</td>
<td>Word Working Paper</td>
</tr>
</tbody>
</table>
Annexe 6
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2014
ANEVIA
Société Anonyme
1, rue René Anjolvy
94250 GENTILLY

Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2014
Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société ANEVIA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. **Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.
Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice échué ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude relative à la continuité d'exploitation exposée dans la note « Continuité d'exploitation » de l'annexe.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Comme mentionné dans la première partie du présent rapport, la note de l'annexe intitulée « Continuité d'exploitation » fait état de l'incertitude pesant sur la continuité d'exploitation. Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous estimons que l'annexe donne une information appropriée sur la situation de la société au regard de l'incertitude pesant sur la continuité d'exploitation.

- Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques relatifs au non recouvrement des créances clients, tels que décrits dans la note « Provisions et dépréciations » de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.
En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Neuilly-sur-Seine, le 13 mai 2015

Les commissaires aux comptes

JNB

Nicolas BENZAQUEN

Deloitte & Associés

Laurent HALFON
Annexe 7
Attestation du rapport financier annuel

J’atteste, à ma connaissance, que les comptes relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2014 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l’évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société ainsi qu’une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle est confrontée.

Fait à Gentilly
Le 30 avril 2015

Laurent Lafarge
Président directeur général